l'Humanité.fr

Les SCOP-TI célèbrent leur victoire contre le « monstre » Unilever

Photo Bertrand Langlois/AFP. Vendredi, 27 Septembre, 2019 Christophe Deroubaix

Neuf ans après l'annonce de la fermeture de Fralib, les coopérateurs du site de Gémenos ont fait le point, en compagnie de Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, sur l'activité de l'usine de production de thés et infusions.

Marseille, Envoyé spécial. Il y a neuf ans, jour pour jour, ce vendredi 27 septembre, Unilever annonçait la fermeture de Fralib à Gémenos, près de Marseille. De manière presque cocasse, cet anniversaire a été fêté. Les SCOP-TI qui ont repris l'activité de production de thés et d'infusions sur le site, ont convoqué une conférence de presse sur le stand qu'ils tiennent à la foire de Marseille. « On est en train de réaliser ce qu'on avait dit pendant la lutte : Fralib va devenir un pôle de l'économie sociale et solidaire », a déclaré Olivier Leberquier, ancien responsable syndical CGT et actuel président du conseil d'administration de la SCOP.

« La lutte a permis de s'attaquer à un monstre. On a fait la démonstration que des salariés pouvaient gérer une entreprise. Et pourtant Unilever ne nous a pas facilité la tâche en refusant de nous céder la marque Elephant qui existe à Marseille depuis 130 ans», a renchéri son acolyte, Gérard Cazorla.

SCOP-TI a fêté ses cinq ans durant l'été et le bilan est positif. Parmi les 76 salariés qui sont allés jusqu'au bout de la lutte, 42 sont devenus des coopérateurs, 24 ont pu prendre leur retraite à taux plein et une dizaine a décidé de se lancer dans des projets professionnels différents. Côté activité, les clignotants sont au vert : chiffre d'affaires multiplié par dix, croissance de ce même chiffre de 25% cette année et des projets foison. Très prochainement, la Métropole Aix-Marseille va céder les bâtiments et terrains à une SCI crées par deux mutuelles (Mutuelle France Unie et Mutuelle Entrain) qui les louera à SCOP-TI. Le loyer que verse cette dernière passera de 340.000 à 100.000 euros, dégageant de la trésorerie. C'est l'ombre au tableau: la faiblesse de la trésorerie. Un point sombre ? Les banques qui refusent d'accompagne ce projet à la hauteur nécessaire. Les SCOP-TI ont donc relancé la campagne de socio-financement (67.000 récoltés début juillet), suscité le projet mentionné ci-dessus de SCI et prévu de nouvelles innovations (vente de thé en vrac, passage de la gamme SCOP-TI en bio comme l'est déjà la gamme 1336.)

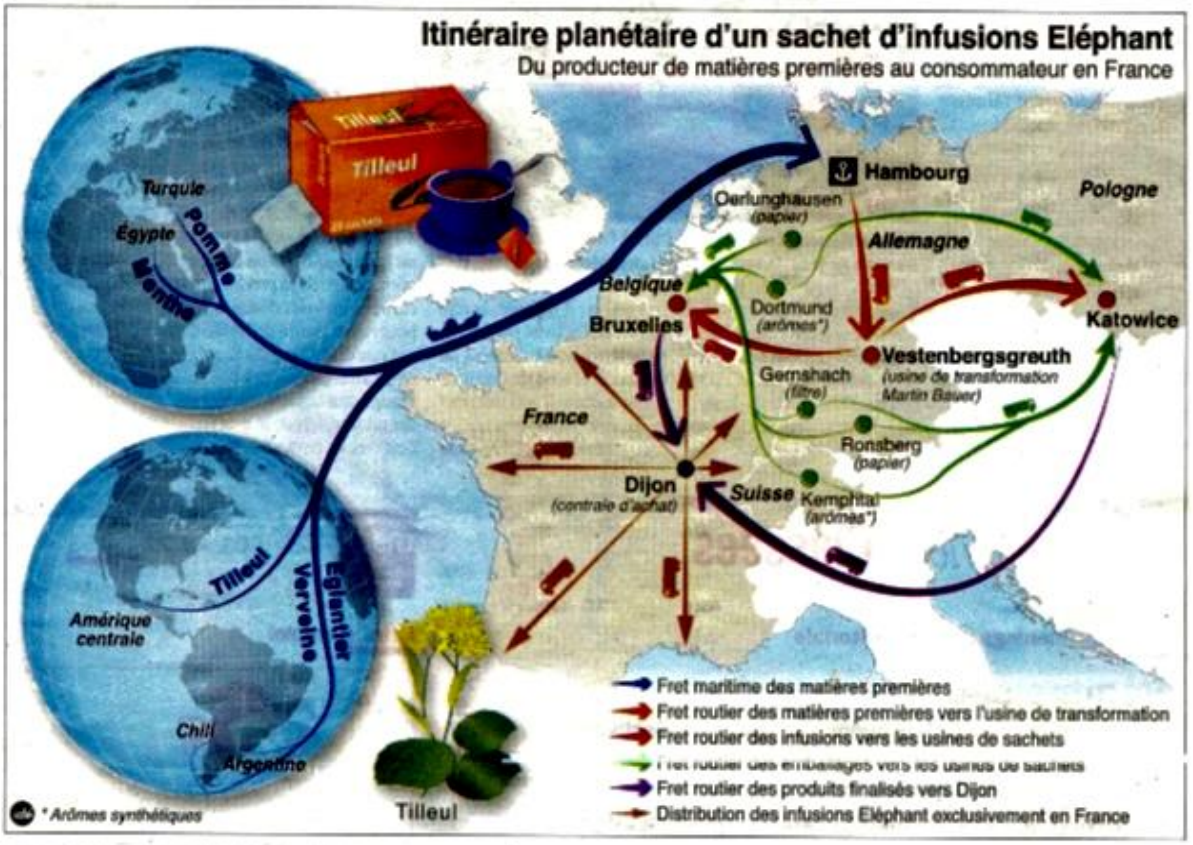
Invité à « fêter » cet anniversaire, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT a dépeint les SCOP-TI en « exemple concret qui peut conjuguer industrie, environnement et social. Et c'est un exemple qui devrait être mis plus en avant et plus regardé par les pouvoirs, ce qui leur permettrait de mettre en accord leurs actes et leurs paroles.»

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

UNILEVER

Une infusion Éléphant, ça pollue énormément

Le projet de coopérative des salariés de Fralib se propose de réduire l'empreinte carbone de la production d'infusions en rétablissant les filières et circuits courts abandonnés par la multinationale.



En Provence, la production de tilleul est passée, en dix ans, de 800 tonnes à… 10 tonnes. C'est ce type de filière que la Scop ouvrière provençale de thé et d'infusions veut remettre progressivement en place.

Le plan deux fois quinquennal d'Unilever « Pour un mode de vie durable », lancé début 2011, s'est fixé comme principaux objectifs de *« diviser par deux l'empreinte environnementale de production et d'utilisation des produits Unilever et de s'approvisionner uniquement en matières premières issues de l'agriculture durable »*. Premier effet, dont on ne sait s'il sera durable, de ce plan: Paul Polman, le « pédégémonde » de la multinationale anglo-néerlandaise, premier producteur mondial d'infusions (Lipton et Éléphant), fait partie depuis lors d'une commission créée par l'ONU pour réfléchir sur le développement durable de la planète. Cette désignation avait suscité les réactions amères des salariés de Fralib, en lutte depuis le 28 septembre 2010 contre la fermeture de leur usine de Gémenos (Bouches-du-Rhône), et ce commentaire ironique de la CGT: *« C'est comme promouvoir Al Capone au Vatican! »* Le syndicat ne faisait pas seulement allusion au fait que Paul Polman et son porte-flingue local, Angel Llovera, venaient de « tuer » 182 emplois. *« Le patron d'une société qui a remplacé le naturel par le synthétique, qui a abandonné les filières locales d'approvisionnement en matières premières et qui a détruit les circuits courts de distribution, est-il le mieux placé pour parler écologie? »* s'indignait le délégué CGT de Fralib Olivier Leberquier.

Au bilan environnemental 2011, Unilever a quand même mis à son actif, en Europe, l'utilisation d'une électricité produite par des sources d'énergie renouvelable ou le lancement d'une gamme de lessive ultraconcentrée en petits bidons qui aurait permis d'économiser 1300 tonnes de CO_2 en France. Concernant plus précisément sa production d'infusions, la multinationale claironne que la totalité du thé Lipton Yellow en sachet provient de plantations *« vérifiées Rainforest Alliance »* (1). La firme se montre en revanche des plus discrètes à propos de l'empreinte carbone de ses produits Éléphant. Et pour cause. C'est un cas d'école des méfaits environnementaux du capitalisme mondialisé.

L'exemple type à l'appui de ce propos est celui de l'infusion de tilleul, autrefois produite à Gémenos en sachet « double chambre ». Sa production ainsi que celle des autres produits Éléphant a été délocalisée à Katowice (Pologne) et à Bruxelles (Belgique), où sont confectionnés les nouveaux sachets « pyramides ». Pourtant, la marque Éléphant n'est distribuée qu'en France. D'ailleurs, voilà à peine dix ans, Unilever se fournissait en tilleul et autres plantes aromatiques dans la région provençale et en arômes naturels à Grasse (Alpes-Maritimes). Mais progressivement, depuis le début des années 2000, tout a changé. *« La direction a enlevé des productions à Gémenos pour sauver l'usine de Bruxelles, qui ne faisait que du thé noir et qui battait de l'aile. Puis on a fait moins dans la qualité en remplaçant les arômes naturels par des arômes synthétiques dans les infusions parfumées et en ne faisant plus appel aux locaux pour la matière première, exclusivement pour des raisons de profit. »*

Complètement bouleversé, l'itinéraire planétaire d'une infusion de tilleul est aujourd'hui le suivant: la matière première achetée en Amérique centrale est importée par bateau vers le port de Hambourg (Allemagne) puis transférée, par camion, à 700 km de là, vers l'usine allemande de conditionnement Martin Bauer, sous-traitant d'Unilever. De là, notre infusion est transférée par la route à Katowice (Pologne) et Bruxelles (Belgique) pour y être mise en sachet et en boîte. Dans le même temps, les emballages (papier-filtre, packs et enveloppes) arrivent d'Allemagne. Pour certaines autres infusions sont également apportés des arômes synthétiques depuis la Suisse (2) et l'Allemagne. Les boîtes de tilleul Éléphant sont finalement entreposées, après acheminement par camion, près de Dijon où une centrale d'achat les distribue dans tous les supermarchés de France et de Navarre. Bonjour le bilan carbone!

Et malheur aux producteurs français de matière première: en dix ans, la production de tilleul est passée, en Provence, de 800 tonnes à… 10 tonnes. C'est ce type de filière que les futurs membres et dirigeants de la Société coopérative ouvrière provençale de thé et d'infusions (Scop TI) voudraient promouvoir en la remettant progressivement en place. Outre le souhait des Fralib de revenir, comme ils savent le faire, à des productions naturelles qui ont actuellement la cote auprès du citoyen consommateur, deux arguments plaident en leur faveur: le « fabriquons et consommons français » mis au goût du jour par le gouvernement Ayrault-Montebourg; le volontarisme de la région Paca, favorable à la relance de productions locales bio dans un cadre économique, social et solidaire. Des fournisseurs potentiels de plantes aromatiques se sont déclarés intéressés tout en expliquant qu'il leur faudrait plusieurs mois ou années pour atteindre une production répondant à la demande de la coopérative. C'est pourquoi les Fralib estiment qu'Unilever, qui en a largement les moyens, doit prendre ses responsabilités après le désastre humain, économique et social causé à Gémenos, en fournissant suffisamment de volume de production pour que l'écologiste Scop TI passe au moins ses premiers mois d'existence.

Philippe Jérôme

(1) ONG basée à New York s'activant dans 80 pays pour la préservation de la forêt.
(2) Pour échapper en grande partie à l'impôt en France, où son chiffre d'affaires est de 2,5 milliards d'euros, Unilever a créé dans ce pays USCC (Unilever Supply Chain Company).

JEUDI 31 DÉCEMBRE 2015 | N° 21830 | 1,70 € l'Humanité.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

Après 2015... Tout est à réinventer !

L'événement

LE GÉANT UNILEVER A ÉTÉ TERRASSÉ. DU THÉ, IL S'EN FABRIQUE DE BIEN MEILLEURS, DEPUIS, À GÉMENOS, PRÈS DE MARSEILLE, SOUS LA MARQUE 1336. COMME 1336 JOURS DE LUTTE. LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE OUVRIÈRE PROVENÇALE DE THÉS ET INFUSIONS (SCOP-TI) DES EX-FRALIB A LANCÉ SES PRODUITS EN SEPTEMBRE DERNIER ET MULTIPLIE LES LIEUX DE VENTE. DEMANDEZ LA BOISSON SOLIDAIRE ET DURABLE, AU GOÛT DE VICTOIRE ! PHOTO BORIS HORVAT/AFP

LUNDI 31 AOÛT 2015 | N° 21744 | 1,70 € l'Humanité.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

COOPÉRATIVE

Un thé et ça repart pour les ex-Fralib

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a appuyé, vendredi, sur le bouton pour lancer la production de la Scop TI, à Gémenos.

Gémenos (Bouches-du-Rhône), correspondance.

Quoi de mieux pour lancer une rentrée sociale combative que de se retrouver entre camarades de lutte sur les lieux hautement symboliques d'une victoire ouvrière ? Secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez a appuyé vendredi sur le bouton pour lancer officiellement la production de thés et d'infusions de la Scop TI, à Gémenos, près de Marseille. Cette Scop a pris la succession d'Unilever à la tête de cette ultramoderne usine que la multinationale souhaite fermer, un site de production sauvé après 1336 jours de lutte.

Vêtu d'une charlotte et d'une blouse blanche de travail, le leader syndical a longuement visité dans un bruit assourdissant ce site devenu emblématique et dont les ex-salariés ont pu sauvegarder les machines et l'outil de production grâce au soutien des collectivités locales.

Et les coopérateurs apprécient cette visite. *« Toutes les structures de la CGT ont été partie prenante à notre conflit, nous n'y serions jamais arrivés tout seuls*, rappelle Gérard Cazorla, ex-responsable du comité d'entreprise et désormais président de la Scop TI. *C'est bien normal que le secrétaire général du syndicat donne symboliquement le coup d'envoi du redémarrage. »*

« La victoire contre Unilever au terme d'une lutte aussi longue est fantastique pour tout le mouvement ouvrier et a désormais une aura nationale, confirme Éric Chesnais, secrétaire de la CGT des Bouches-du-Rhône. *C'est quand on est uni qu'on y arrive. »*

L'impressionnante qualité et le savoir-faire des salariés

Des représentants de plusieurs entreprises locales ou services publics en lutte (hôpitaux, Total La Mède, Grands Moulins Maurel) avaient d'ailleurs fait le déplacement pour saluer ce redémarrage, obtenu après l'accord de fin de conflit signé en mai dernier.

Sur les chaînes à peine relancées, les boîtes de différentes couleurs selon les parfums s'alignent avant de partir vers les expéditions. *« Je suis impressionné par la qualité et le savoir-faire des salariés dans une usine de pointe. Relancer la production est une victoire, celle des salariés de Fralib avec l'appui de toute la CGT, qui fait la démonstration de la justesse de ce que dit notre syndicat depuis plusieurs années sur le devenir de l'industrie française*, explique, sous un grand soleil et sur fond de chant de cigales, Philippe Martinez. *Quand on donne moins aux actionnaires, nous sommes capables de produire. Cette usine est le symbole que l'industrie française a de l'avenir. À travers une entreprise comme celle-là, au moment où l'on parle de circuits courts, on peut créer des emplois en amont chez les producteurs. »*

PHILIPPE MARTINEZ (À GAUCHE) ET OLIVIER LEBERQUIER SUR LA CHAÎNE DE PRODUCTION. PHOTO ROMAIN BEURRIER

Rappelant les deux journées de mobilisation de la rentrée, Philippe Martinez a rendu hommage à la combativité des ex-Fralib, aujourd'hui coopérateurs chez Scop TI. *« Cette Scop est le produit d'une bataille. On n'en serait pas là, un redémarrage de la production, si Unilever n'avait pas voulu fermer ce site. Au moment où le patronat est de plus en plus gourmand et bénéficie de complicités politiques avec les courbettes du gouvernement au Medef, je rends un hommage aux Fralib et à leurs 1336 jours de lutte, avec tous les sacrifices que cela a comportés*, salue le secrétaire général de la CGT. *Ils sont exemplaires, je ne connais aucune victoire de salariés qui a eu lieu en proposant simplement un beau projet. »*

Philippe Martinez a également profité de sa visite pour dénoncer les mots d'Emmanuel Macron sur les 35 heures prononcés la veille, devant l'université d'été du Medef, sans en avoir été surpris. « *Ce n'est même pas une provocation, c'est la ligne de conduite du gouvernement et le Medef applaudit*, a commenté le secrétaire général de la CGT, rappelant que sa centrale milite pour les 32 heures hebdomadaires. *Le gouvernement est dans une politique contre laquelle il faut se battre, sinon le nombre de chômeurs va augmenter tous les mois.* »

Car la Scop TI n'est pas qu'une victoire symbolique, elle est l'exemple vivant d'une autre manière d'aborder l'économie, une économie sociale et solidaire rendue possible par l'absence du poids d'actionnaires voraces. Misant sur la qualité et le bio, la Scop a déjà créé 27 emplois, tous en CDI à 35 heures, et en espère trois de plus d'ici à la fin de l'année. La marque 1336 devrait gagner les étalages de la grande distribution d'ici à la fin du mois de septembre. L'usine va également produire des infusions de marques de distributeurs. La marque bio Scop TI sera, elle, vendue dans des magasins spécialisés. La première année devrait connaître une production de 250 tonnes, un chiffre qui, dans l'absolu, pourrait atteindre 6 000 tonnes par an, pour un chiffre d'affaires d'un peu moins de 3 millions d'euros.

« Cette usine est le symbole que l'industrie française a de l'avenir. »

« *Nous sommes en contact, grâce au conseil général du Val-de-Marne, avec des producteurs vietnamiens de thé vert qui cultivent des théiers centenaires. Pour les infusions, nous privilégions les circuits courts*, explique Olivier Leberquier, ex-délégué CGT et aujourd'hui directeur général délégué de la Scop. *Nous achetons par exemple notre tilleul à Buis-les-Baronnies, à une centaine de kilomètres d'ici. Mais si, il y a trente ans, la France produisait environ 500 tonnes de tilleul, ce n'est plus que 10 à 15 tonnes aujourd'hui. Ici comme ailleurs, c'est le résultat des choix d'approvisionnement faits par les grands groupes.* » Prochain rendez-vous pour les scopistes, la Fête de l'Humanité, les 11, 12 et 13 septembre, où ils seront de retour pour faire goûter leur toute nouvelle production aux visiteurs du parc de La Courneuve.

MARC BUSSONE

VENDREDI 29, SAMEDI 30 ET DIMANCHE 31 DÉCEMBRE 2017 | N° 22335 | 2 € l'Humanité.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

ALIMENTATION

Une autre façon de produire qui infuse

L'intercoopération plutôt que la compétition, c'est le fonctionnement qu'ont choisi Scop-Ti, Ethiquable et Sicarappam pour vendre une nouvelle gamme d'infusions.

C'est un petit sachet qui ne paye pas de mine. Mais en ces temps de fiasco des états généraux de l'alimentation, qui ont échoué à rééquilibrer les pouvoirs entre producteurs et distributeurs et ont oublié la transition écologique des pratiques, il en dit long sur ce que pourraient donner la production et la commercialisation alimentaire si jamais on y mettait l'intercoopération au cœur, plutôt que la compétition.

Dans sa boîte en carton blanche estampillée Paysans d'ici, ce sachet d'infusion a rejoint les rayons des supermarchés. Son arrivée est le fruit d'une mise en commun de savoir-faire de trois coopératives emblématiques, aux projets politiques complémentaires. Il y a Ethiquable, société coopérative et participative (Scop) créée en 2003 avec l'ambition de sortir le commerce équitable des magasins spécialisés pour le proposer à la grande distribution afin de toucher de nouveaux publics et clients. Quatorze ans plus tard, 74 salariés travaillent dans cette coopérative de 52 sociétaires, qui commercialise les thés, cafés, chocolats, fruits et légumes transformés d'une cinquantaine de communautés de petits producteurs à travers le monde. Le tout selon les principes du commerce équitable augmentés : un prix rémunérateur (50 % du prix du produit revient aux producteurs) contractualisé sur le temps long pour des produits bio, avec une prime de développement pour assurer l'émancipation des villageois. « *Nos sociétaires ou les groupements de producteurs en bio, en contact avec nos agronomes, nous ont très vite demandé ce qu'on pouvait faire pour les paysans de France*, raconte Rémi Roux, l'un des trois fondateurs de la Scop et actuel gérant. *La gamme Paysans d'ici est née de cette question, qui suit une charte que l'on a écrite en 2011 pour adapter les règles du commerce équitable Nord-Sud aux réalités d'ici, en y promouvant l'agriculture paysanne et les variétés anciennes. La loi économie sociale et solidaire de 2014 a ensuite légalisé la démarche.* »

Un salarié de la coopérative Scop-Ti sur la chaîne d'emballage des infusions 1336, composées de plantes aromatiques d'origine française. Boris Horvat/AFP

La coopérative prône des méthodes très éloignées de celles de Ducros

La Sicarappam s'y est jointe il y a peu. Le deuxième acteur de notre histoire, c'est l'anti-Ducros. Autant la filiale de la multinationale McCormick s'est décarcassée pour se fournir très loin et pour pas cher en abandonnant la production française, et tant pis pour les coûts sociaux et environnementaux, autant la société coopérative agricole à l'acronyme imprononçable réussit, depuis trente ans, à renforcer une filière de producteurs de plantes médicinales et aromatiques en Auvergne. Créée par des cueilleurs, celle-ci compte désormais 45 membres qui, en plus de cueillir local près de 600 plantes en préservant les écosystèmes, se sont mis à la culture « *de conservation* ». Cinq salariés de la coopérative assurent le liant. « *On a discuté avec Ethiquable sur cette gamme d'infusions*, raconte Alexandre Dufour, gérant de la coopérative. *Ils ont accepté que les prix sur les plantes soient un peu plus élevés pour qu'on leur en fournisse de qualité. On connaît des marques bio qui disent travailler avec des petits producteurs mais cherchent la combine pour mettre de la poussière de plante dans les infusettes. Nous, c'est de la feuille entière coupée qui part chez les Scop-Ti. Avec ces derniers, on partage en plus la même démarche coopérative. Comme chez eux, toutes nos décisions sont prises au consensus des sociétaires.* »

Les Scop-Ti s'y connaissent eux aussi en préservation de la filière des plantes aromatiques. Ce fut même l'un de leurs arguments de lutte contre Unilever. « *Au départ, on comptait développer notre marque d'infusions, approvisionnée par des producteurs du Sud-Est*, se souvient Olivier Leberquier, directeur général de la Scop. *Mais les volumes étaient encore trop faibles pour coller avec notre marque nationale. On a donc développé, d'un côté, 1336, pour laquelle on essaie au maximum d'avoir un approvisionnement en France ; de l'autre Scop-Ti, notre marque bio locale.* » L'idée d'un changement d'échelle de la filière locale a repris de la vigueur lorsque Rémi Roux est venu proposer à la quarantaine de salariés sociétaires provençaux de conditionner la nouvelle gamme d'infusions Paysans d'ici. Scop-Ti a la carrure pour. Lorsqu'elle tournait à plein régime, dans les années 2000, l'usine a produit jusqu'à 6 000 tonnes d'infusions. Pour mi-2018, les 500 tonnes sont visées. « *On en a sous la pédale* », sourit Olivier Leberquier. Pour l'heure, en attendant de voir ses propres marques prendre leur essor, la coopérative mise aussi sur ses ventes à façon, c'est-à-dire à des distributeurs qui les commercialisent sous leurs propres marques. Et ça marche puisque ces ventes représenteront bientôt 400 tonnes, pour 150 tonnes en marque propre. « *Nous relançons la production de tilleul à Buis-les-Baronnies (Drôme provençale). On a aussi un projet de pharmacopée. Encore faudrait-il que les financeurs nous suivent pour tous ces développements*, souligne le sociétaire et syndicaliste Leberquier. *Entre la création d'une gamme, de son packaging, l'achat des emballages imprimés, puis la mise en conditionnement, la commercialisation et la facturation payée à soixante jours, plus d'un an passe au cours duquel il faut avancer l'argent. En s'associant à Ethiquable et à la Sicarappam, chacun met ses compétences au service de la gamme. Et, pour nous, ça donne encore plus de sens à notre projet.* »

La même démarche coopérative : toutes les décisions sont prises au consensus des sociétaires.

STÉPHANE GUÉRARD

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

La victoire des ex-Fralib s'affiche dans les supermarchés

Les sachets de thé de la Scop TI arrivent dans les rayons de la grande distribution.

P. 10

Boris Horvat/AFP

LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015 | N° 21764 | 1,70 € l'Humanité.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

La Scop TI grandement distribuée

Coopérateurs cherchent consommateurs. Les thés et infusions 1336, au juste goût, sont en vente au juste prix, en grande surface.

VENDREDI DERNIER, AVAIT LIEU LE LANCEMENT DE LA MARQUE DE THÉ 1336, DE LA SCOP TI (EX-FRALIB), CHEZ AUCHAN À AUBAGNE. PHOTO IAN HANNING/REA

L'USINE DE LA SCOP TI VISE 250 TONNES DE THÉS ET D'INFUSIONS CETTE ANNÉE EN COMPTANT LES CONTRATS AVEC LES MARQUES DE DISTRIBUTEURS.

Aubagne (Bouches-du-Rhône), correspondance.

« Nouveauté, thés et infusions 1336, différentes variétés 2,99 €. » Cette simple pancarte installée devant un rayonnage du supermarché Auchan d'Aubagne, où trônent depuis vendredi les thés et infusions de la Scop TI, est un symbole supplémentaire de la victoire des ex-Fralib.

Quasiment cinq ans, jour pour jour, après qu'Unilever a annoncé sa décision de fermer l'usine de Gémenos, près de Marseille, qui fabriquait des thés Lipton et des infusions Éléphant, les coopérateurs ont démontré qu'ils pouvaient produire et vendre autrement en plaçant leur production dans le supermarché le plus proche de l'usine. D'autres vont suivre, puisque la marque 1336 est désormais référencée par la grande distribution.

« C'est l'aboutissement de toute notre lutte. Ce 1336, c'est notre nombre de jours de combat, c'est notre histoire », confiait avec émotion Gérard Cazorla, ancien secrétaire CGT du CE de Fralib et désormais président de la Scop. *« Unilever a voulu nous tuer, aujourd'hui on leur montre qu'on est plus que jamais vivant. On est à côté d'eux dans les rayons et j'espère que les consommateurs seront sensibles à notre histoire et qu'ils achèteront plutôt 1336 que Lipton ou Éléphant, d'autant que nous faisons tout pour offrir un produit de grande qualité à notre clientèle. »*

Un potentiel de création de 600 000 emplois avec les Scop

« C'est un grand jour, surtout quand on y a cru dès le début, il y a cinq ans », témoigne Jean-Marc Coppola, vice-président PCF de la région Paca, qui s'est beaucoup investi dans le dossier. *« On n'était pas si nombreux que cela à cette époque, cela prouve que l'on peut réussir quand on mobilise toutes les forces disponibles. »* Secrétaire d'État au Commerce et à l'Artisanat, Martine Pinville a assisté à cette première livraison dans une grande surface et a remis aux coopérateurs une lettre de François Hollande. *« Le rôle de l'État est d'accompagner et de soutenir ces salariés qui s'étaient mobilisés pour trouver une autre forme d'organisation. Je suis venue saluer cette mobilisation très forte. On voit bien comment cette coopérative va pouvoir repartir avec un autre modèle économique »*, a expliqué Martine Pinville. *« On sait que les coopératives représentent 10 % du PIB, mais connaissent 6 % d'augmentation de leur nombre, chaque année. On a un potentiel de 600 000 emplois, d'ici à 2020, qui peuvent être créés par ce vrai modèle économique. »*

Après l'Élysée, dont la première commande est partie jeudi, le ministère de l'Économie a annoncé que la Scop TI allait devenir fournisseur de Bercy, mais aussi de la préfecture des Bouches-du-Rhône. La marque Scop TI va bientôt être distribuée dans les magasins bio. Et dans les rayonnages, la première journée a démarré fort, d'autant que le supermarché Carrefour, voisin, de La Ciotat a également été approvisionné. *« J'aime leurs slogans – réveiller les consciences, éveiller les papilles, ou engagés sur l'humain, engagés sur le goût –, et puis c'est un produit d'ici »*, raconte Patricia, une Aubagnaise qui a acheté trois paquets de 20 sachets chacun après avoir profité de la dégustation offerte par les coopérateurs. *« Il est bon et pas plus cher que les autres, je pense que je vais changer de marque »*, affirme, gobelet à la main, Marc, un autre client. *« Leur histoire est exemplaire, s'ils vont au bout, ce serait presque un scénario de film. »*

MARC BUSSONE

MARDI 27 DÉCEMBRE 2016 | N° 22080 | 1,90 € l'Humanité.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

NORMANDIE

Le colis de Noël «revendicatif» du CE de Sidel

Du thé 1336 aux madeleines Jeannette : cadeaux solidaires pour les 850 salariés.

P. 8

SOLIDARITÉ

Un colis revendicatif à Noël

Thé 1336, madeleines Jeannette, DVD de *Merci patron*, etc. Le CE de l'usine Sidel d'Octeville-sur-Mer offre aux salariés des étrennes de lutte.

« *Le CE (comité d'entreprise), c'est pas seulement des places de cinéma et des chèques Cadhoc* », sourit Manuel Rodriguez, ouvrier de la production et délégué syndical CGT chez Sidel à Octeville-sur-Mer (Seine-Maritime). Et pour cause, pour la première fois, le CE de cette usine, dont les salariés fabriquent des machines à embouteiller, a décidé de distribuer un « *colis de Noël revendicatif* » aux 850 employés. Des boîtes de thé 1336, des madeleines Jeannette, un CD du groupe Red Lezards, venu jouer pour soutenir les salariés en lutte, le DVD du film *Merci patron* et le livre *Remporter la bataille des idées*. « *Un colis pour rappeler les luttes de l'année qui ont d'ailleurs commencé chez Sidel fin 2015, quand la direction nous a annoncé un plan social* », explique Reynald Kubecki, secrétaire adjoint du CE et délégué du personnel.

Il y a près d'un an, un piquet de grève se montait dans la cour de cette usine, peu habituée aux mouvements sociaux, afin d'empêcher la direction de licencier 200 personnes et d'en changer 80 de poste. Sous les tentes et autour des feux de palettes alimentés jour et nuit, c'est une véritable solidarité qui s'est nouée entre les salariés durant cette lutte qui a fait fléchir la direction. Cette dernière imposant tout de même 25 à 27 départs contraints et 70 départs « volontaires ». Contre la loi travail aussi, les Sidel se sont mobilisés, apportant leur pierre aux cortèges imposants du Havre, dockers en tête.

C'est que le CE a aussi un rôle militant et notamment économique, « *pas forcément perçu par les salariés dans beaucoup de boîtes* », estime Reynald Kubecki, qui est aussi secrétaire de l'union locale CGT. Pour distribuer les colis, les militants CGT, dont le syndicat est majoritaire au CE, ont donc monté une nouvelle fois les tentes dans la cour de l'usine pour l'occasion. Durant toute une journée, plus de 700 salariés sont venus partager une tasse de café ou un verre de vin chaud avec les militants et les élus du CE. Reynald Kubecki confie : « *On ne savait pas comment ce colis allait être reçu, mais le nombre de salariés qui sont venus le chercher durant cette journée nous a offert une bonne surprise. On a même vu des collègues qui étaient contents de se retrouver dans cette ambiance, avant même d'ouvrir leurs colis.* » Et le syndicaliste d'ajouter : « *Nous n'avons eu que des retours positifs jusqu'à présent.* » À l'image de ce salarié qui remercie le CE : « *Un colis que nous avons beaucoup apprécié à la maison* », ou cet autre : « *Je viens de voir le DVD, il est génial !* »

DES SALARIÉS D'ENTREPRISES VOISINES SONT AUSSI VENUS PENDANT LA DISTRIBUTION DES COLIS DU COMITÉ D'ENTREPRISE DE SIDEL POUR TÉMOIGNER LEUR SOLIDARITÉ.

UN COLIS POUR RAPPELER AUX 850 EMPLOYÉS DE L'USINE SIDEL D'OCTEVILLE-SUR-MER (SEINE-MARITIME) LES LUTTES DE L'ANNÉE, COMMENCÉES FIN 2015. OLIVIER MORIN

Un pied de nez à la direction

En mariant le thé fabriqué par la Scop-Ti du nom des 1336 jours de lutte pour reprendre le site aux madeleines Jeannette dont l'usine a été sauvée de la liquidation judiciaire par les salariés, c'est bien l'idée que « *rien n'est joué d'avance* », que « *notre force, c'est nous tous* », comme l'écrivent les salariés élus au CE dans la lettre qui accompagne le colis, qui est aussi réaffirmée. Et peut-être aussi un pied de nez à la direction et aux « *caprices des actionnaires qui maintiennent leur plan social alors que la santé financière de l'entreprise est telle qu'on atteint le plafond de la prime à l'intéressement cette année* », révèle Werner Le Doaré, élu CGT au CHSCT de Sidel. •

l'Humanité
MERCREDI 27 MAI 2015 | N° 21677 | 1,70 € l'Humanité.fr
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité

AGROALIMENTAIRE

Le jour J des ex-Fralib

Les coopérateurs ont présenté hier les produits de la Scop-TI, dont un « 1 336 », référence au nombre de jours de lutte pour faire céder Unilever.

Marseille, correspondant

C'est jour de renaissance. Un an après l'accord conclu avec le groupe Unilever qui soldait 1 336 jours de lutte, les ex-Fralib constitués en coopérative Scop-TI (Société coopérative ouvrière provençale de thés et infusions) ont officiellement lancé hier leur nouvelle gamme de produits dans l'usine de Gémenos, près de Marseille. Les scoptistes ont voulu une présentation en présence conjointe de la presse et de ceux qui ont soutenu la lutte depuis le début. *« On ne voulait pas que ces derniers l'apprennent par la presse »*, explique Gérard Cazorla, ancien secrétaire du CE, désormais président de la nouvelle structure. À quelques minutes du lancement officiel, le syndicaliste prend un peu de temps pour faire le point : *« Encore une étape, la dernière : celle de la pérennisation de la Scop. On est condamné à réussir, comme on se le répète. Si on décroche les volumes actuellement en discussion avec la grande distribution, on aura atteint l'objectif de la première année. On se donne deux, trois ans pour pérenniser. On veut démontrer que l'on peut faire autrement dans un pays capitaliste. »* Pas une minute à perdre, direction le hangar. Les organisateurs du jour semblent à cheval sur le respect du timing. Quelqu'un demande à Raymonde : *« Ça va ? »* Du tac au tac : *« Ah ben, oui... Regarde cinq ans en arrière. On était sur cette même pelouse et on pleurait. Pas pour les mêmes raisons qu'aujourd'hui. »*

HIER, LA FIERTÉ, L'ÉMOTION SE LISAIENT SUR LES VISAGES DES COOPÉRATEURS QUI VEULENT « DÉMONTRER QUE L'ON PEUT FAIRE AUTREMENT DANS UN PAYS CAPITALISTE. » PHOTO ROMAIN BEURRIER

Raymonde pleure, Raymonde rit

13 h 30, début officiel retransmis en direct par France 3 sur son site. Le « président » Cazorla et le « directeur » Leberquier (Olivier, ancien secrétaire du syndicat) se postent devant le pupitre entourés des coopérateurs. C'est à Marie Sasso, la *« doyenne du conseil d'administration »*, que revient l'honneur du petit discours. On entend : *« première victoire »*, *« 1 336 jours de lutte pour sauvegarder un fleuron de l'industrie »*, *« un nouveau défi de taille »*, *« 58 coopérateurs »*, *« nouvelle organisation plus humaine, moins hiérarchisée, où chaque voix compte. »* *« Le film de présentation à 13 h 36 »*, annonce Olivier Leberquier. Se lancent-ils dans l'horlogerie de précision, qu'ils se montrent si attentifs à chaque minute ? Salle sombre. Une coopératrice en habit de travail vert pose sa tête sur l'épaule d'un coopérateur en tee-shirt rouge. Ils se prennent par la taille. Le film dévoile les nouveaux produits. Premier d'entre eux : 1 336. 13 h 36... 1 336 jours de lutte. Son slogan : *« Éveille les consciences. Réveille les papilles. »* Le deuxième : Scop-TI, distribué dans les réseaux bio spécialisés. Son slogan : *« Engagé sur l'humain. Engagé sur le goût. »* Raymonde pleure. Raymonde rit. Leberquier : *« Notre rêve, ce n'est pas de devenir milliardaires. C'est de faire marcher l'entreprise, de créer encore plus d'emplois. »* Cazorla : *« On a choisi une échelle des salaires de 1 à 1,3, de 1 600 à 1 900 euros, alors que pendant Unilever c'était de 1 à 210. »* Leberquier : *« Ça va être difficile mais on s'est facilité la tâche en éliminant ce qui coûte le plus cher : l'actionnariat. »*

Pour la suite, il faut un laissez-passer : une blouse et une charlotte. On entre dans la zone de production. Fabrice, qui a signé son contrat le matin même, s'apprête à lancer la chaîne. 14 h 12, c'est parti. *« En fait, on n'a jamais arrêté de travailler. Depuis le premier jour, on est dans l'usine et on entretient les machines »*,

commente le « président » Cazorla. « *On a des super machines, on a du savoir-faire. Aucune raison pour que ça ne marche pas* », plaide Philippe. Une improbable boîte d'infusions pomme-olive passe devant nos yeux. Explication : nombre de salariés du site provençal, à l'instar de Leberquier, sont arrivés de Normandie après une restructuration interne à Unilever. Du pays du cidre à celui de l'huile d'olive. D'un coup réussi de la multinationale à un coup raté. Pomme-olive. Vous pourrez goûter le curieux mélange lors de la prochaine Fête de l'Humanité, la Scop-TI ayant déjà annoncé sa présence.

Des salariés ont résisté

« *Heureuse et fière* », Raymonde pose avec une boîte. 1336, justement, le nom de la marque ne risque-t-il pas d'apparaître ésotérique ? « *Pour ceux qui ont suivi notre lutte, cette marque permet de nous reconnaître,* assure Gérard Cazorla. *Pour les autres, eh bien, on leur explique.* » Sur la tranche des boîtes de thé et d'infusion, on pourra, en effet, lire ceci : « Est-ce une date ? Un code secret ? La consommation annuelle de thé pour un Anglais ? Ce pourrait être tout cela à la fois mais c'est bien plus encore. 1336, c'est l'équivalent de 3 années et 124 jours. Et c'est long ! Surtout quand il s'agit d'un

« Ça va être difficile mais on s'est facilité la tâche en éliminant ce qui coûte le plus cher : l'actionnariat. »

OLIVIER LEBERQUIER
DIRECTEUR DE LA SCOP-TI

bras de fer opposant une petite souris à un gros éléphant. À quelques kilomètres de Marseille, des salariés ont résisté pour conserver leur travail. Ce qu'on leur demandait ? De quitter la France pour la Pologne. Attachés autant à leur pays qu'à leur outil industriel, ces femmes et hommes ont donné de la voix tout l'été, puis le suivant, et encore le suivant, et, après 1336 jours de refrain entêté, ont fini par l'emporter. Alors, oui, 1336, c'est un nombre qui compte. Et c'est aujourd'hui le nom très symbolique d'une marque de thés et infusions natures et aromatiques 100 % naturelle, alliant caractère et subtilité et produite à Marseille par la soixantaine de cigales de la coopérative Scop-TI. 1336, c'est nous, c'est vous, c'est faire le choix d'être un citoyen qui ose s'exprimer et veut faire bouger les lignes. » •

CHRISTOPHE DEROUBAIX

JEUDI 25 MARS 2021 | N° 23150 | 2,40 € l'Humanité.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

ENTRETIEN

« LES OUVRIERS NE SE FOUTENT PAS DE L'ÉCOLOGIE »

L'humoriste écocombattante Audrey Vernon entame une tournée des ZAD, où elle jouera son nouveau spectacle. P. 14

agali Braggard

BAYROU SONNE L'ALERTE
« Est-il possible d'obtenir, au terme de quinze ou trente ans, une production suffisante d'énergie électrique (…) tout en supprimant tout ou partie de notre parc de production nucléaire ? Assurément, non. » François Bayrou Haut-commissaire au Plan

1,8 milliard
C'est le montant, en euros, dépensé en France, pour la publicité des SUV, ces 4x4 urbains, en 2019, selon un rapport de WWF.

MOBILISATION

« Les ouvriers ne se foutent pas de l'écologie »

L'humoriste écocombattante, Audrey Vernon, participe, ce week-end, au lancement des Soulèvements de la Terre. Elle y présentera son nouveau spectacle *Billion Dollar Baby*. Entretien.

Habituée de la Fête de l'Humanité, Audrey Vernon a beaucoup joué son spectacle *Comment épouser un milliardaire ?* dans les usines. En février, elle soutenait les salariés de la raffinerie de Grandpuits. Mardi, elle était à Amiens, aux côtés de Gaspard Fontaine, poursuivi pour le décrochage du portrait d'Emmanuel Macron. Ce week-end, l'humoriste débute un tour de France des zones à défendre (ZAD), pour le lancement des Soulèvements de la Terre à Besançon, en jouant, gratuitement, *Billion Dollar Baby*, une adresse tragi-comique à son bébé à naître sur fond de désastres environnementaux.

Quel est le sens de votre tournée des ZAD et de votre présence à Besançon ?
AUDREY VERNON J'ai beaucoup joué mon spectacle *Comment épouser un milliardaire* dans les usines. Cela m'avait nourri de connaître et de voir « en vrai » le monde ouvrier, que j'abordais à travers le prisme des milliardaires dans mon spectacle. Au début de la pandémie, j'ai écrit un texte dans lequel j'expliquais ne pas vouloir d'une réouverture des théâtres dans les mêmes conditions qu'avant, c'est-à-dire en faisant partie du cycle de la marchandise, en étant la récompense du salarié docile, en étant le divertissement qui est le pendant à notre asservissement. Je suis ravie que cela ne reprenne pas. En tout cas, pas tout de suite. Vu ce que je dis dans *Billion Dollar Baby*, la gratuité a énormément de sens. Je parle des peuples premiers, qui sont plutôt des sociétés du don contre don. Ce spectacle sera plus dans le don que dans la vente. Je veux qu'il change le monde, donc je vais dans les lieux de résistance avant qu'il ne soit trop tard. Dans dix ans, je ne veux pas me dire que je n'ai rien fait.

Vous poursuivez dans la droite ligne de vos spectacles dans les usines…
AUDREY VERNON Je parlais d'économie de façon théorique. Je voyais la pauvreté et la violence, mais aller dans les usines a rendu les choses plus concrètes, m'a fait connaître les gens, les familles et les lieux. J'entends souvent dire que les ouvriers se foutent de l'écologie. C'est complètement faux. L'écologie est une de leurs préoccupations principales. En récupérant l'usine d'Unilever, les Fralib ont tout de suite voulu arrêter l'aromatisation chimique pour revenir à l'aromatisation naturelle. Ils ont racheté des champs de tilleuls pour faire du local et de l'écolo. C'est pareil pour la CGT, qui milite pour que Thales arrête de fabriquer des armes. Personne n'en parle. C'est dommage. À Grandpuits, j'ai joué pour des raffineurs qui veulent que Total répare les fuites des pipelines en Seine-et-Marne. L'écologie est au cœur de leurs préoccupations. Dire que les ouvriers ne pensent qu'à leur emploi est un mensonge. On ne leur rend pas assez hommage.

Audrey Vernon lance la première salve, ce week-end, avec son spectacle, qu'elle veut entièrement gratuit, avant d'entamer sa tournée des ZAD. Magali Bragard

Une artiste peut-elle changer le réel ?
AUDREY VERNON Les œuvres d'art ont changé notre vision. Par exemple, sur la peine de mort, Dostoïevski ou Victor Hugo ont fait beaucoup plus évoluer les mentalités que les hommes politiques. Marx a écrit *le Capital* et inventé les notions qui nous font penser aujourd'hui. Notre culture n'est pas celle des chefs d'État, mais une culture de résistance, qui se transmet de génération en génération, sans l'aide de l'école. On nous bassine avec la Seconde Guerre mondiale, sans nous apprendre comment les résistants ont fait. C'est vraiment dommage qu'on ne nous explique pas comment on s'organise concrètement pour s'opposer au totalitarisme. Les artistes transmettent cette culture.

Quel regard portez-vous sur cette campagne des Soulèvements de la Terre ?
AUDREY VERNON Le texte est très bien écrit, très beau et très clair. Beaucoup d'associations font des choses concrètes. Aujourd'hui, des dizaines de menaces invisibles pèsent sur les générations à venir. Un génocide se prépare. Nous devons nous réveiller. Certains disent que j'exagère, que nous allons trouver des solutions. C'est ce qu'ont dû se dire beaucoup de peuples premiers, aujourd'hui disparus. Les Guaranis au Brésil se font assassiner par le gouvernement de Bolsonaro, des peuples d'Ouganda se font déporter à cause de Total. C'est aussi pour cette raison que je suis allée jouer à Grandpuits.

Que vous inspire l'occupation des théâtres ?
AUDREY VERNON Je suis pour toutes les récupérations de lieux qui nous appar- ●●●

CENT VINGT MARCHES POUR LE CLIMAT ATTENDUES DIMANCHE

Ce week-end sera celui de la reprise des luttes. Après un samedi marqué par les Soulèvements de la Terre, dimanche vibrera au rythme des marches « *pour une vraie loi climat* ». Le projet en cours laisse beaucoup d'acteurs sur leur faim. À la veille de sa présentation en séance publique de l'Assemblée nationale, près de 400 organisations appellent à manifester ce 28 mars, dans 120 lieux en France.

●●● tiennent. J'ai décidé de mettre mon énergie dans les ZAD. Je comprends et je soutiens leur mouvement, mais instinctivement, j'ai du mal à prêcher pour ma paroisse. Cela dit, à Amiens ou à Besançon, ce sont les intermittents en lutte qui me fournissent toute l'infrastructure technique et font en sorte que je puisse jouer.

Qu'allez-vous faire lorsqu'ils vont rouvrir ?

AUDREY VERNON J'espère que le monde aura tellement changé que mon spectacle ne sera plus d'actualité. Je vais tout faire pour ne plus avoir à le jouer à la réouverture des théâtres. J'attends la libération pour faire des spectacles sur les petits oiseaux et des trucs non politiques. J'espère ne plus avoir à jouer un spectacle qui parle de l'extinction de l'humanité. Ce n'est pas possible de souhaiter la réouverture des théâtres cela.

En quoi les confinements ont-ils nourri votre réflexion ?

AUDREY VERNON Nous avons vécu tout ce que je souhaitais, c'est-à-dire l'arrêt des avions, du commerce et la décroissance. Pendant quelques jours, nous avons réduit nos émissions de gaz à effet de serre. Mais j'aimerais que cela soit un choix et pas qu'on nous l'impose. Comme le dit très bien le texte des Soulèvements de la Terre, on décide de tout pour nous. J'aimerais bien que nous soyons partie prenante, que nous décidions de quelles technologies nous avons envie.

Dans le spectacle, vous envisagez la possibilité que votre enfant en gestation assiste à la fin du monde…

AUDREY VERNON Il faut changer maintenant, le temps nous est compté. Nous sommes dans un film de Bruce Willis. Et si tout le monde se caresse la barbe pendant dix ans, c'est fichu. Billy Wilder disait, à propos du nazisme : les optimistes ont été à Auschwitz et les pessimistes à Hollywood. Il ne faut pas être trop optimiste. Ce qui nous menace est tellement impensable et énorme qu'on ne peut pas se l'imaginer. Nous avons créé des monstres tellement menaçants – le nucléaire, les armes, les pesticides, les engrais – qu'ils peuvent détruire la vie sur Terre. Notre cerveau n'est pas fait pour penser cela. Je préfère être une pessimiste qui se trompe plutôt qu'une optimiste qui laisse faire. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MICHAËL MELINARD

Billion Dollar Baby, d'Audrey Vernon. Éditions Libre, 15 euros.

A Besançon, le jardin des Vaîtes est menacé par la construction d'un écoquartier. Antoine Mermet/Hans Lucas/AFP

Les Soulèvements de la Terre : la révolte des espaces libres

Les Soulèvements de la Terre, vaste campagne d'actions militantes, démarrent samedi 27 mars, à Besançon, pour « arracher les terres à l'exploitation capitaliste » et défendre le vivant.

Ils sont « *habitants en lutte attachés à leur territoire* », jeunes révoltés qui ont « *grandi avec la catastrophe écologique en fond d'écran et la précarité comme horizon* », ou encore paysans dans un pays qui « *n'en compte presque plus* ». Ils représentent des fermes, des syndicats, des collectifs en lutte ou tout simplement leurs soutiens. Ils sont déjà quelques centaines à avoir signé un appel qui, à partir du 27 mars, devrait résonner un peu partout en France : les Soulèvements de la Terre lancent leur première salve, ce week-end, à Besançon, départ d'une tournée d'actions visant à « *arracher des terres à l'exploitation capitaliste* », à « *constituer des espaces libérés* » ou encore à « *défendre le monde vivant grâce à une agroécologie paysanne et solidaire* » (1).

« LA CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE EST DÉJÀ LÀ. NOUS NE NOUS RÉSOUDRONS PAS À LA CONTEMPLER. » APPEL DES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

L'industrie du béton figure parmi les principales cibles de la campagne

« *L'idée est de créer un pont entre mouvements écologistes et mouvements paysans, entre urbains et ruraux* », explique Samuel Bodin, militant de la Confédération paysanne et acteur de la ferme collective de l'Âne arrosé, dans les Deux-Sèvres. Née dans le sillage de l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, la réflexion mûrissait depuis plusieurs mois. « *En 2019, les jeunes de la Confédération paysanne se sont retrouvés dans le Limousin, rejoints par des copains de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes* », reprend Samuel Bodin. « *Cette lutte avait visé l'abandon de l'aéroport et de son monde.* » Le second persistant, décision a été prise de multiplier des actions pour s'y attaquer.

L'industrie du béton, fortement émettrice de gaz à effet de serre et promoteur d'artificialisation des sols, figure parmi les principales cibles de la campagne. Les Soulèvements de la Terre entendent s'ancrer dans le concret, en embrassant des luttes locales. Tout un programme d'actions est d'ores et déjà sur pied, jusqu'à cet été (1). Il démarre donc samedi, à Besançon, en présence d'Audrey Vernon (lire entretien ci-avant) et en défense des Vaîtes, mosaïque de jardins populaires, de terres maraîchères, de zones humides et de bois, menacée par un projet d'écoquartier.

Une deuxième saison de luttes avec une marche sur le ministère de l'Écologie

« *Écoquartier, c'est le genre de mot qui fait bien sur le papier, mais n'a pas de sens sur le terrain* », explique Marie-Hélène Parreau, vice-présidente de l'association locale qui s'oppose à ce projet d'artificialisation des terres. Né en 2005, relancé en 2016, celui-ci prévoit la réalisation de 1 500 logements, explique l'activiste. Sur les 34 hectares aujourd'hui à l'air libre, 23 sont voués à être transformés, dont 15 entièrement artificialisés. « *Neuf dixième des jardins risquent d'être détruits* », assure Marie-Hélène Parreau, qui pointe l'absurdité du geste : « *À Besançon, 10 % des logements existants sont vacants, on détruit même des bâtiments. Avant de penser à bétonner, mieux vaudrait réhabiliter l'existant.* »

Déjà une deuxième saison de luttes est prévue, qui démarrera en septembre par une marche sur le ministère de l'Écologie. « *Plus elles s'harmoniseront, plus elles auront de poids et de force* », insiste Marie-Hélène Parreau. Les Soulèvements, préviennent leurs acteurs, n'ont pas de date de péremption : ils dureront le temps nécessaire, ni plus, ni moins. ●

MARIE-NOËLLE BERTRAND

(1) https://lessoulevementsdelaterre.org/

CARNET

Patrick Chardoussi/Divergence

Gérard Affagard est mort, les anciens Fralib en deuil

Le président honoraire de l'association FraLiberThé et ancien délégué syndical CFE-CGC de Fralib est décédé à l'âge de 69 ans. Il est l'un des principaux acteurs de l'aventure humaine et sociale de la lutte pour la reprise en Scop, par les salariés, de l'entreprise Fralib de Gémenos. En 2010, les salariés de la Française d'alimentation et de boissons (Fralib) avec leur intersyndicale CGT-CGC engagent une lutte qui aboutira à la création de Société coopérative ouvrière provençale de thés et d'infusions (Scop-TI) au bout de 1 336 jours de combat ! Le cadre originaire du Havre (Seine-Maritime) est alors délégué syndical CFE-CGC et mène l'action main dans la main avec la CGT. Ce 28 septembre 2010, jour de l'annonce de la fermeture de Fralib, il est à une semaine de ses 60 ans. Il peut faire valoir ses droits à la retraite, mais il s'y refuse, décidant de prendre toute sa place dans la bataille. L'enfant de Mai 68 connaît bien le monde du travail. Cette année-là, il a 18 ans et passe un BEP d'électromécanicien. Le fils de maçon travaille sur des chantiers dans sa région natale du Havre. Il est recruté chez Lipton (groupe Unilever). Trente ans plus tard, en 1998, Unilever ferme l'usine du Havre. Il a 48 ans, deux enfants, son épouse est assistante maternelle. La famille s'exile dans le Sud. Il intègre l'usine de Gémenos de Fralib qui accueille les Normands de Lipton et les Marseillais de la fabrique historique d'infusions Éléphant, qui vient de fermer. Nous sommes en 2000. Il prendra le mandat de délégué syndical CFE-CGC et sera élu au comité d'entreprise de Fralib et au comité de groupe Unilever France. *« Dès son arrivée, il prendra le parti des salariés, quand beaucoup d'autres agents de maîtrise choisiront le confort de leur statut. (…) Son engagement sera sans faille pendant la lutte menée par les salariés pour la préservation de leur outil industriel, de leur emploi et pour la dignité. Il sera à nos côtés jusqu'à la victoire finale, le 26 mai 2014. Le discours qu'il prononcera le 4 juillet 2014, lors de la célébration de notre victoire, résonne encore dans les murs de notre usine. Il participera à la mise sur pied de notre Scop, jusqu'au moment où il fera valoir ses droits à la retraite. Il adhère à ce moment-là à la CGT. Il restera à nos côtés, soucieux de l'évolution de Scop-TI »*, rappelle l'association FraLiberThé-syndicat CGT Scop-TI, qui annonce son décès. •

PIERRE CHAILLAN

Donat Decisier, ancien membre du Conseil économique et social, et habitant de Montreuil (Seine-Saint-Denis), est décédé à l'âge de 71 ans. Syndicaliste CGT et militant communiste dans son quartier Solidarité-Carnot, il est l'auteur de rapports pour dénoncer la condition des prisonniers, des malades en fin de vie, des travailleurs sociaux. Militant associatif, il ne supportait pas les injustices. Il aimait sa ville, la culture et les Cévennes.

Jacques Bidart, ancien métallo et syndicaliste CGT de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), est décédé à l'âge de 67 ans. Il était une figure historique du syndicat CGT d'ArcelorMittal. Entré à l'usine en 1973, à l'époque où elle s'appelait encore Solmer, il adhère à la CGT et milite pour défendre les droits des travailleurs. Il rejoint aussi le Parti communiste. Dans son parcours de militant, il sera élu conseiller municipal de Miramas en 1984. Le secrétaire général de la CGT Sollac-Fos deviendra membre de la commission exécutive de l'Ufict-CGT et dirigeant de la Fédération de la métallurgie CGT jusqu'à son départ à la retraite. En 2019-2020, il est le président-fondateur du Comité de surveillance de l'activité industrielle et son impact environnemental.

L'HUMANITÉ PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES AUX FAMILLES ET AUX PROCHES

NOTRE CHOIX TÉLÉ

PHILIPPE SÉGUIN, LA POLITIQUE AU CORPS
De Michaël Gaumnitz (2019)
Vendredi, LCP, 20 h 30

Il avait le don de brouiller les pistes. Ministre, président de l'Assemblée nationale, mais aussi partisan du non au référendum sur le traité de Maastricht, Philippe Séguin a achevé ses Mémoires par cette phrase : *« S'ils savaient vraiment qui je suis, ils ne me croiraient pas. »* Celui qui fut un fervent gaulliste est mort le 7 janvier 2010, à l'âge de 66 ans. Dix ans après, il demeure un des hommes politiques qui ont marqué l'époque.

DARWIN À LA VILLE - L'ÉVOLUTION EN MILIEU URBAIN
De Martin Gronemeyer et Michaela Kirst
Samedi, Arte, 22 h 25

À Albi, les silures (poissons d'eau douce) ont développé des techniques de chasse pour attraper les pigeons barbotant sur les rives du Tarn, tandis qu'à New York les souris de Central Park présentent un appareil digestif adapté à l'absorption de restes de nourriture humaine. La nature est évolutive et elle n'a pas fini de surprendre.

l'Humanité

« FERME FRANCE » **Le gouvernement arrose l'agrobusiness** P. 8

MARDI 23 MAI 2023 | N° 23696 | 2,60 € | www.humanite.fr

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

COMMENT RÉINVENTER LA DÉMOCRATIE

Suppression du 49.3, Constituante, droit de vote des étrangers… Après le coup de force des retraites, 17 personnalités avancent des idées pour refonder notre système démocratique. P. 2

ADOBE STOCK. MONTAGE L'HUMANITÉ.

BELGIQUE 2,70 € - DOMS 2,90 € - MAROC 32 MAD
M 00110 - 523 - F: 2,60 €

l'Humanité
MARDI 23 MAI 2023

Démocratie : 17 remèdes pour éviter l'asphyxie

SOLUTIONS Suppression du 49.3, RIC, Constituante, nouveaux pouvoirs aux salariés… Face aux coups de force pour imposer la réforme des retraites, des voix s'élèvent pour refonder notre système démocratique.

Depuis février, les Français sont devenus spécialistes de la Constitution et des règlements des deux chambres du Parlement. Las, ce grand exercice d'éducation populaire a davantage revêtu les atours d'un étouffoir que d'une bouffée d'oxygène démocratique. Et pour cause : afin d'imposer sa réforme des retraites malgré une opposition largement majoritaire dans le pays, l'exécutif aura usé de tous les rouages du pouvoir exorbitant que lui confère la Ve République. Temps de débat limité, vote bloqué, 49.3… à la contestation sociale s'est ajoutée l'impasse démocratique provoquée par un gouvernement prêt à entendre parlementaires et syndicats seulement quand ils sont d'accord avec lui. Un passage en force qui mine la confiance dans les institutions, aggrave la défiance maintes fois exprimée (des gilets jaunes aux records d'abstention battus élection après élection), mais que le gouvernement rêve de parfaire en enterrant la proposition de loi d'abrogation de la retraite à 64 ans présentée par le groupe Liot pour sa niche du 8 juin.

> L'exécutif aura usé de tous les rouages du pouvoir exorbitant que lui confère la Ve République.

« *C'est quelque part un miroir aux alouettes. On fait croire aux salariés qu'ils auraient une possibilité de débouché* », a encore plaidé la semaine dernière la première ministre Élisabeth Borne. Et c'est de nouveau la Constitution qui entre en scène, avec cette fois l'article 40 qui prévoit l'irrecevabilité d'une proposition diminuant les ressources publiques. Rien n'est joué pour la majorité, le président de la commission des Finances, l'insoumis Éric Coquerel, devrait pouvoir s'opposer à ce tour de passe-passe. Mais la tentative est bel et bien là d'empêcher tout vote sur la réforme.

Emmanuel Macron n'en a cure, prétendant que le vote sur la motion de censure à laquelle le gouvernement a échappé à 9 voix près suffit. Trop heureux que le référendum d'initiative partagée n'ait une fois de plus pas abouti, et bien que rattrapé par les casseroles, le chef de l'État préfère faire comme si la page était tournée. En parallèle, la répression continue de s'abattre sur les manifestants et les interdictions de rassemblement – comme des « *dispositifs sonores portatifs* » – ne cessent de pleuvoir. Là encore, le problème démocratique est de taille. Le tribunal de Lille a même condamné l'État, vendredi 19 mai, pour le fichage illégal de gardés à vue dans le cadre des mobilisations. Pas de quoi décourager les opposants à la réforme qui ont de nouveau rendez-vous dans la rue à l'appel de l'intersyndicale le 6 juin.

Tout dans la gestion de ce pouvoir rappelle à quel point il y a urgence. Urgence à réoxygéner notre démocratie avant qu'elle ne meure asphyxiée. VIe République, intervention citoyenne, Constituante, nouveaux pouvoirs aux salariés, pluralisme de la presse, droit de vote élargi, police républicaine refondée, contre-pouvoirs renforcés… les propositions ne manquent pas et les voix sont nombreuses pour les porter. Syndicalistes, politiques, militants associatifs, chercheurs, ils et elles défendent une autre conception de la démocratie. *L'Humanité* leur donne la parole. ■

LA RÉDACTION

POINTS DE VUE

CLÉMENT MAHOUDEAU / AFP

Dans l'entreprise, mettons l'humain avant la finance

Olivier Leberquier Président de Scop-TI

« La création d'une Scop n'était pas une évidence, à l'annonce de la fermeture du site en septembre 2010. Elle s'est imposée tout du long des 1 336 jours de lutte. Dans nos statuts, le capital ne peut être rémunéré. 50 % des bénéfices vont en participation pour les salariés, à parts égales. Le reste est pour l'investissement ou en réserve. Nous mettons l'humain avant les intérêts financiers. Je suis président, mais je ne suis pas un roi comme nous avons à l'Élysée : les décisions sont prises par l'assemblée générale des coopérateurs, où chacun des 59 membres dispose d'une voix. Elle désigne un conseil d'administration. L'organe de direction est composé de neuf salariés élus pour quatre ans. Au quotidien, un comité de pilotage de trois membres (directeur général, responsable des achats, président) dirige l'entreprise. Il s'élargit, en fonction des sujets, aux salariés concernés. Nous élaborons des propositions de décision. Le conseil d'administration a alors vingt-quatre heures pour la valider. En toutes circonstances, l'assemblée générale peut revenir dessus. » ■

MERCREDI 22 MARS 2017 | N° 22141 | 2 € l'Humanité.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

Culture&Savoirs

DOCUMENTAIRE

La puissante infusion d'espoir des Fralib

Le réalisateur engagé Claude Hirsch a suivi les salariés de Gémenos et la création de leur Scop, donnant corps à cette bataille qui fut un moteur pour le mouvement ouvrier français et mondial.

1 336 JOURS, DES HAUTS, DÉBATS, MAIS DEBOUT,
de Claude Hirsch.
France, 1 h 13.

Après un premier volet, *Pot de thé, pot de fer*, Claude Hirsch, ancien ouvrier devenu réalisateur, poursuit son immersion au cœur de la lutte titanesque des salariés de Gémenos (Bouches-du-Rhône). Dans ce deuxième volet, place à la bataille devant les tribunaux entre 2011 et 2014 pour faire annuler les quatre plans sociaux et à la marche semée d'embûches vers la future coopérative. Dans cette saga juridico-syndicale, les photos, coupures de presse, interviews, archives aident à raccrocher les wagons de ces épisodes parfois complexes. À travers ce carnet de bord, les visages défilent. La machinerie ronronnante de la fabrique de thés et de tisanes ravive les mémoires individuelles.

Sur la brèche durant 1 336 jours, 24 heures sur 24, les ouvriers rivalisent d'ingéniosité pour occuper leurs locaux, pas peu fiers d'avoir usé de stratagèmes pour faire déguerpir les vigiles de la direction. Ces instantanés combatifs s'entremêlent de témoignages devant le fameux outil de production, personnage à part entière du récit. Nul n'a oublié le frémissant élan de solidarité. Mais aussi le ballet des huissiers, le mépris de classe de la justice. Dans cette chronique parfois aride, le souffle de la mobilisation s'infiltre par endroits. À mesure que le dénouement approche, le tourbillon émotionnel s'emparant des ouvriers est exposé avec acuité. Certains hésitent encore à mettre l'argent pour constituer une partie du capital de la future entreprise. D'autres ont juste peur que tout s'effondre comme un château de cartes. Plus qu'un documentaire classique, Claude Hirsch livre un outil syndical, source d'inspiration pour l'ensemble du mouvement social. Une course d'endurance victorieuse assez rare, avec sur la ligne d'arrivée : la fierté de garder son emploi. « *On s'est battu contre le monde* », lance, émue, une des salariés. L'aventure ne fait que commencer. Un troisième film sur le fonctionnement de la Scop-TI devrait clore cette odyssée humaine exemplaire. •

CÉCILE ROUSSEAU

Plus qu'un documentaire classique, le réalisateur livre un outil syndical pour le mouvement social. Les films des deux rives

l'Humanité.fr

Social-Eco fralib scop-ti 51é congrès de la cgt

Avec Scop-TI, c'est tout le temps l'heure du thé

Congrès de la CGT Christophe Deroubaix
Mercredi, 20 Avril, 2016

© Lionel Antoni / Photosociale

Lutte Le stand des ex-Fralib est l'un des plus visités du congrès. Rencontre avec les deux ex-syndicalistes devenus président et directeur de la Scop.

Correspondant régional. Il y a deux « patrons » au congrès de la CGT. Et ils font un tabac. Mais ceux-là lisent l'Humanité et la Marseillaise, pas le Figaro et les Échos. Et même s'ils sont « président » et « directeur » de leur entreprise, ils ne sont pas vraiment des patrons. Ils ne le sont même pas du tout. Ils sont coopérateurs. Ils sont les ex-Fralib. Ils sont désormais les Scop-TI (Société de coopération ouvrière provençale de thés et infusions). Leur usine est située à Gémenos, à quelques kilomètres à vol d'oiseau du parc Chanot.

L’alliage réussi entre contestation et propositions

Au congrès de la CGT, ils sont un peu l’incarnation de l’alliage contestation-propositions tant débattu par les congressistes. Dans son allocution de bienvenue, Olivier Mateu, le secrétaire de l’union départementale des Bouches-du-Rhône, avait d’ailleurs évoqué leur combat, non sans une pointe d’humour. Les Scop-TI produisent du thé et des infusions. Pas trop l’habitude à Marseille… « Mais on a été rassuré quand on a appris que le thé se prenait à 17 heures et l’infusion à 21 heures, car l’heure du pastis, c’est midi et 18 heures. » Au 51e congrès de la CGT, tout le monde est invité à boire thé et infusion à toute heure. Une boîte « thé breakfast » a été déposée à chaque place de congressiste. On peut aussi s’approvisionner au stand des Scop-TI, situé en plein hall, qui propose les dix-sept produits de la gamme « 1336 » (du nombre de jours qu’a duré la lutte des Fralib) lancés en septembre dernier et les sept de la gamme bio « Scop-TI », dont la production va être lancée d’ici quelques jours.

L’occasion de faire le point avec Olivier Leberquier et Gérard Cazorla, le « directeur » et le « président ». « Nous sommes satisfaits du lancement mais nous ne devons pas perdre de temps, indique le premier. L’accueil de “1336” a été très positif. On se doutait bien que le premier achat était acquis, au regard de notre histoire. Mais il fallait que les premiers acheteurs reviennent. Ça se passe bien de ce côté-là. » Les produits Scop-TI sont disponibles dans les plateformes de nombreuses enseignes de la grande distribution mais il faut ensuite convaincre chaque magasin de les disposer en rayon. L’implantation a été aisée dans la région sud-est. Il faut désormais gagner l’ensemble du territoire. La coopérative a également été retenue pour produire 200 tonnes de MDD (marques de distributeur). Globalement, le plan de marche est respecté mais l’intégration, d’ici la fin de la semaine, de onze nouveaux CDD, comme programmé dans l’engagement des 58 coopérateurs au moment de la création de la Scop, va rendre nécessaire la montée en puissance du niveau des recettes.

« On a gagné la bataille contre Unilever et celle-là, on ne pourra jamais nous la retirer. Mais là, on est sur un autre terrain », ajoute Olivier Leberquier. « C’est le terrain du capitalisme, poursuit Gérard Cazorla. Nous n’avons pas fait tomber le système avec notre lutte. Nous devons composer avec ce terrain économique. » Un changement de contexte mais une continuité, à titre personnel, pour lui : « Je continue à prendre mes responsabilités. Hier comme responsable syndical. Aujourd’hui comme président. »

C’est également sur leur stand que se trouve le point de vente de l’Humanité, le journal qui a chroniqué leur marche vers le maintien de cette activité industrielle et dont quelques articles et unes ont été affichés. Yves y propose l’abonnement « du journal du mouvement social ». Le journal des Fralib, des Scop-TI.

LUNDI 17 AVRIL 2023 | N° 23673 | 2,60 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Humanité

Carnet

Bernard Gleize est décédé jeudi 13 avril, à l'âge de 74 ans, à Marseille. Figure historique des Fralib, le militant communiste et syndicaliste CGT fut l'un des artisans de la longue lutte victorieuse des salariés de l'usine de fabrication du thé Éléphant, devenue la coopérative Scop Ti, après 1 336 jours de mobilisation. Il fut le délégué syndical CGT de Fralib de 1978 à 1989, jusqu'à la fermeture de l'usine à Marseille et sa délocalisation sur le site actuel de Gémenos. Il a poursuivi son action pour la mise en place de la coopérative via l'association Fraliberthé, en qualité de membre du bureau. Il a ensuite été responsable de la Fédération nationale agroalimentaire et forestière, Fnaf CGT, pour les régions Paca et Occitanie, jusqu'à sa retraite en 2010. Ses obsèques auront lieu le 19 avril, au crématorium de Martigues, à 15 h 30. *L'Humanité* présente ses sincères condoléances à sa famille et ses proches.

l'Humanité

NUMÉRO SPÉCIAL Fête de l'Humanité

LUNDI 15 SEPTEMBRE 2014 | N° 21503 | 1,50 € humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

Spécial Fête de l'Humanité

ENTREPRISES EN LUTTE

Une victoire, ça se mérite, ça se partage et ça se déguste !

Une fête pour goûter les glaces la Belle Aude des ex-Pilpa ou découvrir les thés et les infusions des Fralib qui commercialiseront leurs propres produits en 2015, mais aussi pour savourer la ténacité de ceux qui veulent gagner demain.

« *Votre glace a vraiment un goût de café, de bon café je veux dire!* » Devant le forum social de la Fête de l'Humanité, une petite boule de glace La Belle Aude, et ça repart! Pilpa, à Carcassonne, dans l'Aude, c'était de l'industrie. De la crème glacée à raison de 3000 pots à l'heure, pour la marque Disney, par exemple. Mais la boîte a été rachetée, pillée, puis sauvée car reprise en coopérative ouvrière, sous le nom de la Fabrique du Sud par une cinquantaine de salariés. « *Aujourd'hui, nous produisons artisanalement 1500 à 2000 pots par jour et nous sommes très fiers de nos produits au lait entier, sans addiction chimique* », assure Matthieu, trente-deux ans. L'objectif, c'est de se développer du sud au nord du pays, doucement mais sûrement. L'accueil du peuple de la Fête de l'Humanité a été très encourageant. On retient la marque La Belle Aude et on se promet de mettre quelques centimes de plus pour déguster une glace solidaire. « *À vrai dire, le succès est tel que nous avons dû demander à nos commerciaux de lever le pied. Il a fallu racheter une machine pour produire davantage. La prochaine étape, c'est Noël, avec trois ou quatre parfums de bûches glacées* », explique Didier. La lutte a payé, y compris pour la communauté d'agglomération qui a acquis les locaux de l'usine pour la moitié du prix avancé au départ par la multinationale R&R. La victoire des ex-Pilpa est à rapprocher à l'emblématique lutte des Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône) qui a duré quelque 1336 jours. Ils ont déposé les statuts de leur Scop-Ti, qui propose des thés et tisanes qui n'ont plus rien à voir avec les breuvages chimiques que le géant Unilever les obligeait à produire sous l'étiquette Lipton ou Éléphant. « *Il va falloir maintenant, trouver notre marque – nous y travaillons avec un lycée professionnel – et créer un réseau de distribution* », ont souligné Olivier Leberquier et Gérald Cazorla, responsables CGT de la Scop, à l'occasion d'un débat à l'agora, samedi, à 15 heures, intitulé « Des luttes qui ont l'esprit de suite ».

« FIDÈLE LECTRICE DE L'HUMA, QUAND VOUS SUIVEZ UNE LUTTE ET QUE LES SALARIÉS GAGNENT, J'AI L'IMPRESSION DE GAGNER AUSSI! »

C'est Josette, cinquante et un ans, habitante d'un village de l'Essonne, que nous croisons: « *Je suis lectrice fidèle de* l'Huma. *Quand vous suivez une lutte avec des articles réguliers et que les salariés gagnent, j'ai l'impression de gagner aussi, parce que lire, c'est aussi un effort, parfois. Mais un effort bon pour le moral!* » Au stand de l'Essonne, nous croisons Alain Noé, délégué du personnel CGT de la Snecma de Corbeil: « *Notre dernière lutte remonte à 2008, pour les salaires. Aujourd'hui, c'est très compliqué de mobiliser dans l'aéronautique, notamment parce que ce secteur industriel est en pleine croissance. Et qu'il recrute tous azimuts des personnels de tous âges qui ont des cultures d'entreprise très différentes. L'enjeu est de faire comprendre aux jeunes que si les salaires et les conditions de travail leur paraissent si bons, c'est qu'ils sont le fruit de luttes passées. J'ai bon espoir que ce message passe.* » Du côté du stand des « *nomades du nucléaire et des sites pétroliers* » de Ponticelli, c'est pour la santé au travail et après le travail que se bat un Jean-Louis Leymergie, dont l'amiante habite les poumons. « *De l'amiante, il y en a, y compris dans les housses de vos tables à repasser!* » lance-t-il au public de l'agora. Il a fallu douze années de lutte pour que le patron, les ministères et la Sécurité sociale reconnaissent l'exposition à ce poison et à moult produits toxiques pour les salariés du seul site de Bordeaux, alors que Ponticelli et ses filiales sous-traitantes sont dispatchées partout en France.

Développer un projet de coopérative ouvrière (Scop) pour les salariés en lutte depuis 800 jours des laboratoires pharmaceutiques Sanofi de Montpellier, c'est « *impensable* » pour Sandrine Caristan. « *Il faut dix ans pour développer une recherche et commencer à la commercialiser.* » Le combat réside dans le maintien de l'emploi en recherche et en production épaulé par des crédits d'État. « *C'est la recherche contre le sida et la maladie d'Alzheimer qui est en passe d'être abandonnée en France!* » Une volonté publique au-delà des discours d'intention et des postures politiques, c'est ce que réclament à cor et à cri les marins de la SNCM par la voix de leur responsable CGT, Frédéric Alpozzo. Assurer une liaison entre le continent et la Corse, mais aussi avec le Maroc et la Tunisie ne peut être affaire seulement de profits; ne peut être affaire de compagnies qui exercent en toute illégalité. C'est ce que la SNCM a démontré au public de la Fête de l'Humanité via la projection d'un film *Corsica Ferries, les dents de la mer*, disponible sur Internet (Dailymotion). Rien à voir avec les images de violence et les mensonges véhiculés par des journaux télévisés qui ne lésinent jamais à caricaturer ces hommes, ces « *privilégiés toujours en grève* » qui se battent pourtant pour l'emploi, contre le low cost et le dumping social qu'une obligation à naviguer sous pavillon français pourrait contrecarrer. Les politiques au pouvoir sont dans le collimateur des marins. « *Ce sont les députés qui gouvernent! Il ne suffit pas de se prétendre frondeurs. Nous avons un projet alternatif au démantèlement de la compagnie qui fournirait du travail pour des années aux chantiers de Saint-Nazaire!* » Applaudissements nourris à l'agora de l'Humanité, qui se voulait aussi le rendez-vous des victoires à venir. •

LAURENCE MAURIAUCOURT

LES THÉS ET INFUSIONS VENDUS PAR LA SCOP-TI, EX-FRALIB, ET LES GLACES ARTISANALES COMMERCIALISÉES PAR LA SCOP LA BELLE AUDE, EX-PILPA, ONT RÉGALÉ LE PEUPLE DE LA FÊTE DE L'HUMA.

NUMÉRO SPÉCIAL Fête de l'Humanité
l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Spécial Fête de l'Humanité

MOUVEMENT SOCIAL

La solidarité, moteur de la lutte sociale

Les acteurs du mouvement social se sont retrouvés ce week-end sur la Fête de l'Humanité. Au cœur des préoccupations, la casse du Code du travail mais aussi le lancement d'un mouvement de solidarité avec les migrants.

Une standing ovation. Sur la scène du forum social de la Fête de l'Humanité, Olivier Leberquier savoure les applaudissements du public. Le délégué CGT, devenu directeur général de Scop TI, la coopérative née à la suite du combat exemplaire de quatre ans des ex-Fralib pour conserver leur outil de travail face au géant Unilever, est fier du chemin parcouru. « *1336 jours de luttes, des hauts, des bas, toujours debout !* » lance-t-il, heureux de venir présenter leur gamme de tisanes fabriquées à Gémenos (Bouches-du-Rhône) à partir de plantes aromatiques françaises.

Dans un climat social lourd, avec le rapport Combrexelle, annonciateur du dynamitage du Code du travail par le gouvernement, la réussite des tisaniers est une bouffée d'air frais. Une source d'espoir pour les salariés mobilisés, comme ceux de la raffinerie Total de La Mède qui bataillent toujours pour éviter la suppression de 200 emplois.

Après quarante-huit jours de grève jusqu'en juillet, ils maintiennent la pression. Comme l'explique, Fabien Cros, secrétaire de la CGT de la raffinerie, « *on n'y arrivera pas sans convergence des luttes. Dans le département, on se bat déjà avec les Grands Moulins Maurel, la centrale thermique de Gardanne… Comme cela avait été le cas avec les Fralib !* »

« NOUS, ON PARLE ET ON FAIT ! ON ACCUEILLE LES MIGRANTS ! » A LANCÉ PHILIPPE MARTINEZ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT.

La fraternité ne se cantonne pas au monde du travail. Impossible de rester les bras croisés face au drame humain des réfugiés fuyant la guerre vers l'Europe. Vendredi soir, lors de l'inauguration du forum social, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a annoncé une mobilisation d'ampleur du syndicat. « *Il aura fallu cette image pour que les dirigeants s'occupent de cette question ! Nous, on parle et on fait ! On accueille les migrants !* » Première pierre à l'édifice, le CCAS d'EDF a annoncé qu'il était prêt à héberger 120 réfugiés.

Salaires bloqués et parachutes dorés

Même si l'actualité est brûlante, ces élans de solidarité sont bien éloignés des préoccupations du patronat. Lors d'un débat sur la Sécurité sociale, Jean-François Pilliard, vice-président du Medef en charge des questions sociales, était obsédé par le niveau de cotisation. « *63 % de la Sécu est financée par les cotisations patronales, ça pose un problème de compétitivité !* » Dans la lignée du rapport Combrexelle, ouvrant une brèche vers la remise en cause des 35 heures, il a

LES LUTTES AU CŒUR DE LA FÊTE : OLIVIER LEBERQUIER (CI-DESSUS), EX-FRALIB, DONNE DE L'ESPOIR À TOUS LES SALARIÉS MOBILISÉS, COMME CEUX DE SANOFI.

estimé qu'il fallait emmener *« l'emploi sur des durées plus larges »*. Dans le public, les sifflets et les répliques n'ont pas tardé à fuser. Une étudiante de Sciences-Po lui rappelle que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été octroyé à des entreprises qui... n'embauchent pas. Un autre spectateur met sur le tapis les 24 milliards de fraude aux cotisations des sociétés qui pourraient servir à financer la Sécu. *« Vos comptes d'apothicaire, vous pouvez les garder pour vous ! »* tacle-t-il.

Denis Lalys, secrétaire de la fédération CGT des organismes sociaux, contre-attaque : *« Même augmenter les salaires de 1 % ramènerait de l'argent pour la protection sociale. Ce qui a plombé la Sécu, ce sont aussi les politiques d'austérité. »*

« Ce qui a plombé la Sécu, ce sont aussi les politiques d'austérité. »

DENIS LALYS SECRÉTAIRE DE LA FÉDÉRATION CGT DES ORGANISMES SOCIAUX

Avec des revenus en berne pour les travailleurs, les parachutes dorés des patrons font l'effet d'une bombe. Les 13,7 millions de prime de départ de Michel Combes, ex-PDG d'Alcatel-Lucent, réduits, depuis la polémique, de moitié, sont dans les mémoires. Un deux poids, deux mesures que connaissent bien les employés de la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Depuis mars, ils sont en grève une heure par semaine pour exiger des hausses de salaires dignes de ce nom pour tout le personnel. *« La rémunération d'un des dirigeants de la CPAM a été augmentée de 28 500 euros sur l'année, nous, nous avons obtenu 436 euros !* compare Nicolas Fleurentdidier, délégué syndical CGT, *10 % du personnel capte toutes les augmentations. »*

Dans ce contexte d'offensives tous azimuts sur les droits des salariés, malgré la pluie tombant sur La Courneuve, les militants ont le moral regonflé. Prêts pour la mobilisation interprofessionnelle du 8 octobre à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires.

CÉCILE ROUSSEAU

VALLS PAS LE BIENVENU À RENNES
L'ancien premier ministre et candidat à la primaire du PS a dû renoncer à tenir son meeting à Rennes, le lundi 16 janvier. En cause, sans doute, la tenue d'une « Farine party », relayée sur Facebook, et une demande de manifester contre la loi El Khomri, déposée par FO.

2
C'est le nombre de nouveaux centristes qui ont rallié, hier, la candidature d'Emmanuel Macron, en les personnes de Corinne Lepage et de Jean-Marie Cavada.

ÉLECTION 2017

La « république sociale » des ex-Fralib

La reprise de la production de thés et infusions sur l'ancien site Unilever de Gémenos, près de Marseille, par une coopérative ouvrière a marqué l'histoire sociale et donc politique du quinquennat. Reportage auprès des citoyens-coopérateurs-salariés.

DES IDÉES ET DES ACTES

LE 9 JANVIER. SCOP-TI, LA COOPÉRATIVE CRÉÉE PAR LES EX-EMPLOYÉS DE FRALIB, FABRICANTS DE THÉ DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE. CES DERNIERS ONT GAGNÉ UN COMBAT FACE À LA MULTINATIONALE UNILEVER ET ONT LANCÉ LEUR MARQUE 1336 EN RÉFÉRENCE AUX 1336 JOURS DE LUTTE. PHOTO P. GHERDOUSSI

Gémenos,
envoyé spécial.

« *Comment dois-je vous appeler ?* » lui a demandé le président. « *Appelez-moi Monsieur le Président* », a répondu le second, l'œil malicieux. La scène s'est déroulée dans une usine, le 4 juin 2015. Deux présidents dans un tel lieu, c'est rare… Le premier ? Celui de la République, François Hollande. Le second ? Celui de la Scop-TI (société coopérative ouvrière de production de thés et infusions), Gérard Cazorla. Les deux hommes se connaissaient suffisamment pour se permettre une telle note d'humour.

À l'été 2011, François Hollande, candidat pas tout à fait favori des primaires socialistes, rendait visite aux 76 salariés de Fralib occupant leur usine à la suite de la décision de la multinationale Unilever de fermer le site de production provençal. Parmi ceux-ci, Gérard Cazorla, responsable syndical CGT et secrétaire du CE. Finalement, après trois ans et demi de lutte, la Scop-TI fut portée sur les fonts baptismaux en mai 2015, avec Cazorla comme président. Et quelques jours plus tard, c'est le chef de l'État lui-même qui rendait visite au nouveau-né. Lorsque l'entreprise fêtera son second anniversaire, en mai prochain, François Hollande ne sera plus président de la République, mais Gérard Cazorla occupera toujours sa fonction présidentielle.

« Nous avons rencontré plus de difficultés que prévu »

De Fralib à la Scop-TI, c'est une histoire sociale de la France qui s'écrit depuis sept ans. C'est donc aussi une histoire politique. À quelques mois d'échéances électorales décisives, que dit l'expérience coopérative de l'une et de l'autre ?

Après nous avoir préparé un thé au caramel (sur la boîte, on peut lire : « Éveille les consciences, réveille les papilles »), Gérard Cazorla dresse un bilan d'étape : « *Les perspectives sont bonnes. Nous avons réussi le démarrage. Nous tenons nos objectifs. Nous faisons des marques de distributeurs car nous avons besoin de faire des volumes. Il reste à dynamiser les ventes de notre marque. Notre problème, c'est le temps.* » À vrai dire, depuis le lancement en fanfare de la marque, il y a eu d'autres problèmes que le temps. « *C'est le monde à l'envers,* regrette Olivier Leberquier, directeur général délégué de la société, lui aussi ancien responsable syndical CGT. *La grande distribution nous a bien reçus, mais ceux qui auraient pu se retrouver dans notre histoire n'ont pas été au rendez-vous.* » Les thés et infusions 1336 sont présents dans de nombreux magasins sur l'ensemble du territoire français. Le supermarché Auchan d'Aubagne a réservé une tête de gondole à la gamme. Résultat : le rayon affiche un chiffre d'affaires en hausse de 25 %. En revanche, les produits ne seront placés dans les rayons de la chaîne Biocoop qu'en septembre prochain, alors que les discussions ont été engagées dès octobre 2015. La douche a été encore plus froide du côté du secteur bancaire. « *On attendait du Crédit coopératif qu'il soit notre partenaire. Nous avons rencontré plus de difficultés que prévu* », explique Olivier Leberquier. « *On avait vraiment l'impression d'avoir affaire à une banque normale,* poursuit Cazorla. *Il a fallu une année de discussion avec eux sur un prêt de 400 000 euros. Finalement, on s'est également tourné vers le Crédit mutuel, qui a supporté une partie du prêt et qui a réglé l'affaire en quatre mois.* » Il ajoute : « *Nous devons faire face au monde capitaliste. Nous faisons partie de l'économie sociale et solidaire, mais notre lutte n'a pas aboli ce monde.* »

Ce choc de mondes différents, Yves l'a également ressenti. Il est le responsable logistique de la Scop-TI. « *Lors des appels d'offres, on sent bien que le questionnement est plus ciblé en ce qui nous concerne* », relate-t-il. Gérard Cazorla reprend : « *C'est un fonctionnement général dans le monde capitaliste que je viens d'évoquer, mais on peut dire qu'il est un peu plus prononcé avec nous.* »

Le salaire minimum a été établi à 1 600 euros net, avec un 13e mois

Afin de diversifier les sources de financement, des bons participatifs ont été lancés, à 2 000 euros l'unité. L'objectif est de lever 2 millions. Grâce à la loi Hamon, ce financement ne conduira pas à la perte de la maîtrise du capital par les coopérateurs. La mutuelle des cheminots s'est engagée à hauteur de 500 000 euros.

La « république sociale » des ex-Fralib

Le « monde » que veut faire vivre la Scop-TI, c'est celui d'une république sociale au sein de l'entreprise, un monde « *désireux d'en finir avec un modèle social hiérarchique, soutenant la recherche de profits au détriment de l'emploi* ». Ici, chaque voix compte pour une. Il y a cinquante-huit coopérateurs. Quarante-deux d'entre eux sont salariés. Leur souveraineté est totale. Les décisions sont prises en assemblée générale. Celle-ci est convoquée une fois par trimestre. Le conseil d'administration compte onze personnes, élues par les salariés pour une durée de quatre ans. Un comité de pilotage (trois personnes, dont Gérard et Olivier) est mandaté pour « *mener à bien le projet de la coopérative dans les démarches administratives et opérationnelles* ».

La « souveraineté » des salariés ne réside pas uniquement dans la prise de décisions, mais également dans l'élaboration. Elle ne peut se résumer à un « *oui, non, ne sait pas* » tous les trois mois. Ainsi, sur le type de politique salariale, le processus s'est étalé sur plusieurs mois. Il y a eu des ateliers, une première synthèse, un premier vote pour resserrer le choix, puis une deuxième étape de la réflexion. Au final, c'est le principe du salaire unique par catégorie professionnelle qui a été retenu, à rebours de la pratique chez Unilever du salaire par poste. Le salaire minimum a été établi à 1600 euros net, avec un treizième mois. Le salaire intermédiaire se situe à 1670 euros et celui des cadres, à 2000 euros. « *Le rapport est de 1 à 1,25, contre 1 à 300 chez Unilever* », se félicite Cazorla. Même processus de décision lorsqu'il s'est agi de décider du nom de la marque. C'est le choix le plus symbolique qui a été retenu : 1336, comme le nombre de jours passés à occuper l'usine, à protéger l'outil de travail afin qu'il ne soit pas déménagé.

« Ici, chaque voix compte pour une. Les décisions sont prises en assemblée générale. »

La conviction que « lorsque les politiques veulent, ils peuvent »

Égalitaire et démocratique, la « république sociale » crée chez les citoyens-coopérateurs-salariés un fort sentiment d'appartenance, que Rim symbolise : entrée comme intérimaire en 2001, passée en CDI un an avant l'annonce du projet de fermeture, actrice de la lutte, puis de la pièce de théâtre qui la relate et, aujourd'hui… membre du conseil d'administration. « *Le fait d'être coopérateur change tout. Avant, mon boulot commençait quand je pointais et se terminait quand je pointais. Maintenant, dès que je mets le contact de la voiture, j'y pense. En fait, c'est même tout le temps. Avant, je m'occupais de mon poste. J'étais manutentionnaire. Maintenant, je suis assistante comptable. J'ai déjà dû m'adapter à un nouveau poste. Mais en plus, je dois tout connaître, de A à Z, de l'entreprise. Et c'est pareil pour tout le monde. C'est plus qu'un travail. C'est le projet d'une vie.* » Cela fait vingt et un ans que Yves, le « M. Logistique », vient bosser sur le site de Gémenos. Depuis deux ans, pour lui aussi, tout a changé : « *Avant, chaque journée se ressemblait. On appuyait sur des boutons, on exécutait des décisions. Maintenant, on a beaucoup plus de responsabilités. C'est exigeant mais c'est justement cela qui est intéressant.* » Plus de responsabilités pour un salaire moindre… « *C'est un choix. On assume. On n'est pas là pour se gaver. On doit surtout réussir pour tous ceux qui se sont mobilisés pour nous.* »

Sous bien des facettes, la Scop-TI dit quelque chose de la politique. « *En ce qui nous concerne, il faut être honnête, le gouvernement a pris ses responsabilités* », reconnaît Cazorla. Après l'élection de François Hollande, la communauté urbaine de Marseille, alors dirigée par le socialiste Eugène Caselli, préempte les terrains de l'usine, préalable au projet de reprise de l'activité. « *Il les a prises à chaque fois que nous avons mis la pression. Et encore ne nous a-t-il pas suivis dès le début dans notre bras de fer avec Unilever, ce qui nous a fait perdre un an et demi* », précise Leberquier. L'ancien secrétaire du syndicat CGT Fralib en tire, malgré tout, la conviction que « *lorsque les politiques veulent, ils peuvent* ».

Sur le reste du bilan du quinquennat qui expire, les mots sont sans appel. « *Quand on est syndicalistes comme nous, on ne peut pas se satisfaire de la seule action concernant notre usine. Ils ont capitulé devant le capital et nous laissent avec le choix entre la droite extrême et l'extrême droite* », accuse Cazorla.

« S'il y avait eu l'ANI en 2010, notre projet n'aurait pas abouti »

Olivier Leberquier passe le quinquennat au crible de la propre expérience de la Scop-TI. Dès 2011, les « Fralib » et le candidat Hollande débattent de la question de la justice et des licenciements économiques. Les premiers mettent l'accent sur le fait que des décisions de justice donnent parfois raison aux salariés, mais trop tard. Six ou sept ans après la saisine. Or, entre-temps, les usines ont fermé et les emplois disparu. « *C'est d'ailleurs pour cette raison*, souligne Leberquier, *qu'on s'est placé dans l'illégalité en occupant l'usine.* » Hollande s'engage alors à inverser le calendrier judiciaire. « *À l'arrivée, il promeut l'ANI (qui accorde la primauté de la décision administrative – NDLR)*, s'étonne encore le syndicaliste. *S'il y avait eu l'ANI en 2010, on ne serait pas là car, sous Xavier Bertrand, ministre du Travail, l'administration aurait donné son feu vert à notre liquidation.* » De même, avec la loi El Khomry et la disposition portant sur le référendum des salariés. « *On était 76 dans la lutte, sur un total de 182 salariés. Unilever aurait organisé un référendum et on aurait perdu*, insiste le Normand arrivé en Provence à la suite de la fermeture d'un site Unilever sur sa terre natale. *Pour autant, on avait raison de mener la lutte.* » À travers les vitres des bureaux qui surplombent les ateliers, on devine les machines dont on perçoit le bruit de roulement. Au bout de la chaîne, s'amassent des boîtes de couleur bleue, caramel, verte… Le directeur Leberquier retourne au travail. Le président Cazorla aussi. Sans attendre le nom du prochain président. ●

CHRISTOPHE DEROUBAIX

ANNE HIDALGO NE SE « SENT REDEVABLE DE PERSONNE ». PHOTO JULIA ROSTAGNI

PRÉSIDENTIELLE

Hidalgo juge sévèrement le quinquennat

La maire PS de Paris, soutien de Peillon, dénonce « l'immense gâchis du quinquennat qui se termine ».

Avant le premier débat télévisé de la primaire du PS qui se tenait jeudi soir, la maire de Paris, qui soutient Vincent Peillon, n'y est pas allée par quatre chemins pour dénoncer, dans une interview au *Monde*, les « *trois personnes responsables de l'immense gâchis du quinquennat qui se termine : François Hollande, qui a décidé de la politique à conduire, Emmanuel Macron, qui a été son conseiller et l'inspirateur d'une pensée qui a très largement fracturé la gauche, et Manuel Valls. Ce dernier a porté une vision autoritaire allant jusqu'à soutenir, avec le président de la République, la déchéance de nationalité.* » À Valls, elle reproche de ne pas « *incarner (sa) vision de l'engagement politique. Il n'est pas social-démocrate* ». Quant à Emmanuel Macron, il est « *l'incarnation de la reproduction sociale des élites. (…) Je n'ai perçu dans son travail quotidien ni une modernité qui m'aurait éblouie, ni un rapport à la démocratie qui me donnerait confiance* ».

« Chaque emploi sauvegardé ou créé par le Cice a coûté 260000 euros ! »

« Je n'ai jamais été dans des écuries et j'ai ma liberté »

La maire de Paris n'en reste pas là, et ajoute : « *J'imagine qu'il doit servir les intérêts de beaucoup de gens pour faire autant la une des journaux et pour avoir été à ce point porté comme la figure imposée d'une modernité. Le réveil risque d'être difficile pour ceux qui y croient.* »

Du coup, Anne Hidalgo ne se sent dans cette primaire « *redevable de personne, je n'ai jamais été dans des écuries et j'ai ma liberté. J'espère avant toute chose que Vincent (Peillon) gagnera* », laissant en suspens son attitude si un autre l'emporte. Elle a écrit aux candidats à la primaire pour leur proposer un grand plan pour les villes, avec « *40 milliards d'euros par an aux territoires périurbains, pour réduire les inégalités, soit l'équivalent de ce qui a été donné sans contrepartie aux entreprises dans le cadre du pacte de responsabilité. Le Cice est un échec : chaque emploi sauvegardé ou créé dans ce cadre a coûté près de 260 000 euros au contribuable* » !

La charge d'Anne Hidalgo ne pourrait se comprendre sans souligner par contraste sa propre pratique municipale et ses efforts pour maintenir une majorité socialiste, communiste et écologiste, à laquelle François Hollande a renoncé dès son premier gouvernement, proposant à chaque remaniement une majorité de plus en plus étroite, quand dans la capitale la gauche s'est voulue rassemblée. Anne Hidalgo dit néanmoins au *Monde* sa conviction qu'il y a encore un avenir pour la social-démocratie, « *qui défend la décentralisation et la place de la société civile* ». ●

LIONEL VENTURINI

JEUDI 11 SEPTEMBRE 2014 | N° 21501 | 1,50 € humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

Pour les infusions Éléphant, une Scop afin de se débarrasser du fléau des actionnaires

Nous avons mené pendant près de quatre ans une lutte pour le maintien de notre activité industrielle et nos emplois, nous avons construit pour cela un projet alternatif à la fermeture. Celui-ci consiste à poursuivre notre activité sous la forme d'une coopérative ouvrière avec d'autres valeurs que celles que nous avons subies pendant des décennies avec Unilever. Notre objectif : une entreprise qui s'appuie sur de bonnes conditions de travail, des revenus suffisants pour répondre aux besoins de nos familles, des produits de qualité et respectueux de l'environnement, un travail avec les producteurs locaux… Et, fondamentalement, être maîtres de l'outil de production, ce qui est la condition sine qua non pour que cet objectif soit atteignable.

Olivier Leberquier
Délégué syndical CGT de Fralib

Autrefois, 400 tonnes de notre tilleul Éléphant étaient récoltées et conditionnées en Provence. Aujourd'hui, la production n'est plus que de 10 tonnes pour un tilleul qui vient *d'Amérique latine ou d'Europe de l'Est, puis fait près de 3 000 km* pour son conditionnement, pour finalement être consommé en France ! Pour mettre en œuvre l'approvisionnement local, nous nous sommes d'ores et déjà engagés à créer des partenariats permanents avec les acteurs agricoles du territoire. Nous l'avons déjà fait.

POUR OLIVIER LEBERQUIER, FRALIB : « NOUS TRAVAILLIONS HUIT MOIS DE L'ANNÉE POUR ENRICHIR LES ACTIONNAIRES. »

Par exemple, en septembre 2013, pour la Fête de l'Huma, en conditionnant 5 000 boîtes de tilleul de Buis-les-Baronnies, dans la Drôme, récolté par un producteur certifié bio réputé pour sa qualité supérieure. Nous revenons cette année avec le même tilleul mais aussi du tilleul menthe, de l'infusion menthe et un excellent thé vert venant d'arbres centenaires du Vietnam. En buvant nos thés et infusions, fabriqués par des salariés devenus coopérateurs, vous êtes socialement, humainement, écologiquement, et économiquement responsables. Vous devenez des consom'acteurs !

Sur les cinq dernières années, avec Unilever, le point d'équilibre financier se situait à une production de 1 000 tonnes par an, alors que nous en produisions 3 000. Donc, les quatre premiers mois de l'année nous travaillions pour amortir la totalité des coûts, comme ils disent, et les huit autres mois pour enrichir les actionnaires. C'est bien la preuve que ce qui freine l'économie aujourd'hui, c'est le fléau des actionnaires. Dans notre Scop, nous avons décidé de le supprimer et nous avons tout pour repartir, les bâtiments et les terrains, l'outil industriel, les hommes et femmes qualifiés et déterminés, des partenaires prêts à partir dans l'aventure avec nous. Si nos engagements veulent aider au développement des luttes, ils participent aussi du débat sur les perspectives politiques, et notamment l'appropriation sociale et publique, puisque les créateurs de richesses de toute entreprise sont les travailleuses et travailleurs qui la composent, et la nationalisation de nombre de secteurs et groupes stratégiques pour notre pays. Questions fondamentales pour nous, car elles sont au cœur du projet des 58 coopérateurs qui le mettent en œuvre.

On ne tient pas une lutte aussi longue que la nôtre uniquement sur la haine des décisions prises par un employeur au nom du profit. On tient parce que l'on a pris la décision de construire notre solution pour maîtriser notre avenir.

Notre lutte en rejoint d'autres. Ainsi nos camarades ex-Pilpa qui ont, eux aussi, gagné la lutte pour le maintien de leur activité industrielle et de leurs emplois. En s'appuyant, entre autres, sur notre expérience, ils ont créé leur coopérative ouvrière la Fabrique du Sud à Carcassonne et fabriquent leur propre (et délicieuse) glace méthode artisanale la Belle Aude.

Nous construisons également des liens à l'international, et notamment avec les peuples d'Amérique latine, mais aussi européens, puisque nous avons coorganisé, dans notre usine occupée, les 1ères Rencontres régionales européennes de l'économie des travailleurs, fin janvier dernier (200 participants et 12 nationalités), qui ont démontré qu'il n'y a pas de fatalité à subir les méfaits du système capitaliste, mais qu'au contraire un réel changement de société est plus que jamais possible et nécessaire. •

POURSUIVEZ LE DÉBAT SUR **HUMANITE.FR**

Vos luttes au cœur de la Fête

COMMENT ARRACHER DES SUCCÈS ? FORUMS ET RENCONTRES AVEC LES SALARIÉS DE FRALIB, EX-PILPA, DE PONTICELLI, LA SNCM… P. 7

Rémy Gabalda/AFP

MERCREDI 10 SEPTEMBRE 2014 | N° 21500 | 1,50 € humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

Pour réinventer la liberté, l'égalité et la fraternité

12•13•14 sept. 2014 Fête de l'Humanité

LES FRALIB TIENDRONT UN STAND POUR FAIRE DÉCOUVRIR LEUR GAMME DE PRODUITS SOLIDAIRES ET JOUERONT UNE PIÈCE DE THÉÂTRE RETRAÇANT LEUR LUTTE, VENDREDI SOIR, AU FORUM SOCIAL. PHOTO P. NUSSBAUM

RIPOSTE

À La Courneuve, œuvriers des luttes, unissez-nous !

Ils ont gagné depuis la dernière Fête de l'Humanité, les Fralib, les ex-Pilpa, les Ponticelli. D'autres sont toujours en lutte, comme les marins de la SNCM. Ils vous proposent de débattre avec eux, samedi, à 15 heures, à l'agora de *l'Humanité*.

Samedi 14 septembre, à 15 heures, à l'agora de la Fête de l'Humanité, place aux salariés qui ont gagné après des années de lutte et à ceux qui ne lâchent rien. Les Fralib, producteurs de thés et de tisanes des Bouches-du-Rhône, après trois ans et demi de lutte face à la multinationale Unilever, et les ex-Pilpa de Carcassonne, dans l'Aude, dont les savoir-faire en matière de glaces ont été pillés, ont réussi à se réapproprier leurs outils de production, à sauver leurs emplois et ceux de fournisseurs locaux en montant chacun leur coopérative, seront présents. Quelle est la recette de leur victoire ? Quel impact sur les luttes en cours ou à venir ? Les Ponticelli de Gironde, qui interviennent notamment dans les installations nucléaires, ont quant à eux obtenu reconnaissance de leur mortelle exposition à l'amiante après sept ans de combat. Ils seront là pour le raconter. Comment ont-ils mobilisé des salariés, des veuves, pour infléchir les positions d'un patronat niant les faits ? Comment se sont-ils fait entendre de ministères qui bottaient en touche ?

Échanger sans tabou avec le public

Quelle est la réelle motivation des marins CGT marseillais de la SNCM, salis par des campagnes de presse calomnieuses, entourloupés par l'État, assaillis par des forces de l'ordre surarmées, pour continuer à porter un projet alternatif au sabordage de la compagnie maritime publique ? Le droit social français et la sécurité en mer sont-ils vraiment menacés ? Ils seront là pour vous répondre.

Ce qu'ils souhaitent tous, c'est d'abord échanger sans tabou avec le public. Le peuple de gauche, sidéré, abattu par la politique menée par Sarkozy et maintenant par le trio infernal Hollande-Valls-Gattaz, a besoin de victoires. Des victoires comme celle des Fralib avec leur Scop enfin lancée et celle des ex-Pilpa avec leurs glaces La Belle Aude, apportent autant de preuves tangibles que la détermination sur les terrains syndical, social, politique, médiatique, juridique, portée par les populations, est à même de faire avancer les idées anticapitalistes. Cette rencontre débat se veut un rendez-vous interactif, constructif et incitatif à inverser le rapport de forces.

C'est dans cet esprit de « *concret* », de « *mise en commun* » que de nombreux autres rendez-vous sont donnés tout au long de ce week-end à La Courneuve, notamment au forum social et sur de nombreux stands PCF autour des œuvriers du monde de l'entreprise, privée, coopérative ou publique, qui est à refaire, en mieux tant qu'à faire. Ainsi, les Fralib joueront la pièce de théâtre qui retrace leur lutte, vendredi soir, au forum social, à 20 heures, et ils tiendront un stand pour faire découvrir leur gamme de produits solidaires. ●●●

●●● À La Courneuve, œuvriers des luttes, unissez-nous !

Samedi, dès 9 h 30, y sera projeté le documentaire du journaliste Enrico Porsia, *Low cost : les dents de la mer*, tourné à l'initiative de la CGT de la SNCM. Le forum social sera aussi l'occasion de comprendre les enjeux de la lutte des intermittents, intérimaires et chômeurs contre une réforme qui les indemnise au minimum. Les Petroplus de la raffinerie de Petit-Couronne vous expliqueront comment ils tiennent bon face à la menace d'une fermeture depuis 2012. Même combat dans la durée pour les salariés des laboratoires Sanofi. Le collectif Droits des migrants de la CGT sera représenté par des salariés du restaurant El Baraka de Montreuil, qui ont obtenu d'être déclarés et régularisés, comme les employées d'une enseigne de soins des ongles du 10e arrondissement qui, depuis, ont entraîné d'autres luttes dans des petits commerces de service du quartier.

Les ex-Pilpa, à la tête de leur Scop, Les Amis de la fabrique du Sud, organisent quant à eux une dégustation de leurs glaces, en fin de matinée, samedi. « *La Fête de l'Huma, c'est le monde aussi entier que notre lait qui s'y retrouve !* » sourit un scopiste qui n'est pas peu fier de ses parfums pistache, café, figue... Seront présents également les Jeunes CGT qui ont bataillé tout l'été auprès des saisonniers et qui apporteront tout un materiel pour faire connaitre leurs droits aux jeunes. La valeur du travail, ça se cultive à tout âge ! ●

LAURENCE MAURIAUCOURT

VENDREDI 5, SAMEDI 6 ET DIMANCHE 7 JUIN 2015 | N° 21684 | 1,70 € l'Humanité.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

Hollande tente de se « gauchir » chez les Fralib

VISITE Le président a visité l'usine des Bouches-du-Rhône. Ce qu'il avait déjà fait quand il n'était que candidat. P. 6

BOUCHES-DU-RHÔNE

François Hollande de retour pour une infusion chez les Fralib

Le président de la République réitérait jeudi la visite à l'usine de Gémenos qu'il avait faite en tant que candidat à l'élection présidentielle. Une volonté de saluer une réussite comme de « gauchir » son image qui peine à masquer la réalité sociale de la région et du pays.

« *C'est un coup de pub énorme, pour lui, mais aussi pour nous, tout le monde va voir nos marques 1336 et Scop TI à la télé aujourd'hui !* » Il était venu en août 2011 comme candidat. Il est revenu jeudi comme président. Après les ex-Pilpa de Carcassonne, François Hollande a profité de sa visite à Marseille pour le lancement de MedCop 21, le forum méditerranéen sur le climat, pour faire un crochet médiatisé chez les ex-Fralib de Gémenos et y célébrer une victoire ouvrière.

JEUDI, À L'HEURE DU THÉ, FRANÇOIS HOLLANDE OUBLIE LE CHÔMAGE POUR QUELQUES MINUTES... PHOTO PHILIPPE LAURENSON/POOL/AFP

« Notre cas montre que quand le politique veut, le politique peut »

À la veille du congrès du PS, cette plongée dans une Scop née d'une lutte de 1 336 jours contre la multinationale Unilever est utile pour gauchir son image, juste après s'être posé en défenseur de l'écologie, même si les ex-Fralib concèdent que François Hollande a toujours suivi leur dossier de près et a une nouvelle fois pris le temps de visiter l'usine et de déguster ses productions. « *On a passé deux ans de lutte sous Sarkozy et deux sous Hollande, on a vu la différence. Dès qu'il a été élu, on a pu récupérer les murs de l'usine et les machines* », se souvient Henry Soler, syndicaliste de cette fabrique de thé. « *Dans notre lutte pour sauver l'outil industriel et les emplois, nous avons eu le soutien de toutes les forces de gauche.* » « *On a formulé toutes les critiques sur la loi Macron ou sur l'ANI, qui, s'il avait été en vigueur quand nous étions en lutte, nous aurait énormément compliqué la tâche et quasiment empêché d'aller en justice et de faire annuler trois PSE* », reprend Olivier Leberquier, un des leaders CGT du long combat des Fralib. « *Mais il faut aussi reconnaître quand les choses se font. Si Sarkozy présidait encore, on aurait peut-être le GIGN dans l'usine. Avec Hollande, la porte de l'Élysée nous a toujours été ouverte. Nous l'avions rencontré avec une délégation de la SNCM hors de la campagne des primaires. Il a tenu ses promesses pour nous, mais il y a d'autres dossiers. Notre cas montre que quand le politique veut, le politique peut.* »

Devant les salariés et après avoir dévoilé le nouveau sigle de la Scop, François Hollande a rendu hommage à la ténacité des salariés et au monde de l'économie sociale et solidaire... mais s'est une nouvelle fois posé en ardent défenseur de l'économie de marché. « *Vous êtes des travailleurs en lutte, aujourd'hui vous êtes dans une entreprise. Vous devez garder cet esprit de solidarité, de fraternité, de résistance, mais vous devez le mettre au service de la création de richesses. Une des raisons de ma venue est d'être en cohérence avec ce que j'étais il y a trois ans, candidat, mais c'est comme président de la République que je veux donner l'exemple de ce qu'a été votre lutte pour que d'autres, sur d'autres sites confrontés aux mêmes difficultés, puissent se dire qu'il peut y avoir de l'espoir. Ce n'est pas toujours possible mais quand c'est possible il faut qu'il y ait ce chemin-là* », a plaidé le président. « *Je veux aussi vous dire que pour le gouvernement c'est aussi un sujet de fierté parce que nous avons pu montrer que dans cette économie de marché, il peut y avoir plusieurs structures possibles. Il y a la structure capitaliste et puis il y a aussi la structure de l'économie sociale et solidaire qui est dans le marché, dans l'économie, qui doit avoir des critères de rentabilité, mais qui a un autre esprit.* »

> « Si Sarkozy présidait encore, on aurait peut-être le GIGN dans l'usine. »
>
> OLIVIER LEBERQUIER, CGT

Dans cette période de hausse continue du chômage, François Hollande a paraphé jeudi le CDI de trois coopérateurs, le nombre de salariés de la Scop TI devant atteindre 27 d'ici la fin du mois de juin, avant de se développer encore à partir de septembre, quand la commercialisation sera lancée. D'autres urgences ont d'ailleurs été rappelées au chef de l'État : la journée était marquée par une grève de la SNCM, dont le repreneur doit être désigné le 10 juin prochain, et de gros dossiers industriels locaux, représentant des milliers d'emplois, sont toujours en souffrance. « *Même lui est obligé de reconnaître que la lutte des travailleurs a payé, mais saluer les ex-Pilpa ou les ex-Fralib ne fait pas une politique* », constate Jean-Marc Coppola, vice-président PCF du conseil régional Paca, présent avec la conseillère régionale Front de gauche Nathalie Lefevbre. « *Ce sont des images et en face, il y a la loi Macron et les politiques d'austérité.* » ●

MARC BUSSONE

En 2014, les travailleurs saluaient la création de leur coopérative, après une longue bataille contre la multinationale. R. Beurrier

COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

Scop-TI, ou le défi permanent à Unilever

Dix ans après l'annonce de la fermeture du site de Gémenos, des salariés ont préservé l'outil industriel et prolongé une aventure commencée il y a plus d'un siècle.

Marseille (Bouches-du-Rhône),
envoyé spécial.

Dix ans après, il se souvient avoir parlé sous le coup de la colère. Pourtant, chacun des mots du délégué syndical CGT Olivier Leberquier était pesé et avait quasiment valeur de prophétie. *« À l'intérieur, là, il y a un outil de travail. Il n'est pas à eux, il est à nous. Il n'y a pas un boulon qui va partir d'ici. Pas un boulon. Ils veulent faire partir les productions. Nous, les productions, on sait qu'on est capables de les faire. »* Nous sommes le 28 septembre 2010. La multinationale Unilever vient d'annoncer la fermeture du site Fralib de Gémenos, dans la banlieue de Marseille. Les responsables syndicaux ont convoqué une assemblée générale qui se tient sur une pelouse où se pose un soleil d'été indien. Mais le ton est à l'orage. La délocalisation de la production à Bruxelles, pour des raisons de coûts économiques, ne convainc personne. *« Cela fait 118 ans que le thé l'Éléphant existe à Marseille. Et on se battra pour qu'il le reste »*, lance Gérard Cazorla, délégué du personnel CGT.

Naissance d'une petite « république sociale »

Dix ans après, pas un boulon n'est sorti. L'outil de travail tourne. Unilever a emmené sa marque. Pas l'activité. Les ex-Fralib, constitués en Scop-TI (société coopérative ouvrière provençale de thés et infusions), ont créé leur propre gamme, dont le nom de baptême est déjà tout un programme : « 1336 ». Comme le nombre de jours de lutte nécessaires entre l'annonce de la fermeture et la victoire sur la multinationale par le redémarrage de la production. *« Au départ, on avait un projet de reprise mais on n'était pas dans l'idée d'une coopérative »*, explique Gérard Cazorla. C'est finalement l'entêtement de la multinationale qui va amener les 76 irréductibles salariés (sur les 182 Fralib) à se doter d'une forme coopérative. C'est ainsi qu'est née, au 500, avenue du Pic-de-Bertagne, 13420 Gémenos, une petite « république sociale » officiellement fondée en août 2014 lors du dépôt des statuts.

Ici, chaque voix compte pour une. Les décisions sont prises lors d'une assemblée générale, qui se tient une fois par trimestre. Le conseil d'administration est composé de onze personnes, élues par les salariés pour une durée de quatre ans. La « souveraineté » des coopérateurs s'exerce dans des prises de décision qui interviennent au terme de processus d'élaboration, un vote à intervalles réguliers ne pouvant résumer la « démocratie sociale ». C'est ainsi qu'a été réfléchie puis tranchée la politique salariale. Le principe du salaire unique par catégorie professionnelle a été retenu, contrairement à la pratique d'Unilever du salaire par poste : salaire minimum à 1600 euros net, avec un treizième mois, salaire intermédiaire à 1670 euros, et le directeur, qui émarge à 2000 euros. *« Le rapport est de 1 à 1,25 contre 1 à 300 chez Unilever »*, se félicitait, à l'époque, Gérard Cazorla, alors « président » de la structure.

Transformer le site en pôle de l'économie sociale et solidaire

Même changement drastique par rapport à l'ancien régime unileverien en ce qui concerne les produits. *« Nous avons voulu revenir aux arômes naturels qu'Unilever avait délaissés il y a vingt-cinq ans pour des arômes chimiques. Nous avons opté pour des circuits courts en allant chercher notre tilleul dans les Baronnies. Les cueillettes militantes, qui se déroulent de mi-juin à mi-juillet, nous aident mais le coût de notre choix demeure élevé : 20 euros le kilo alors qu'Unilever le paie 4 ou 5 euros le kilo. Mais on va parler de l'empreinte carbone de ce dernier. Il est élevé en Europe de l'Est, amené au port d'Hambourg, puis dans une autre usine en Allemagne, pour être découpé et être envoyé dans l'usine de Katowice, où il est transformé. Que l'on ne vienne pas nous dire que ce sont les individus qui polluent. Non, nous ne polluons pas. Ce sont les capitalistes qui polluent. »* Politique salariale égalitaire, produits naturels (gamme 1336), voire bio (gamme Scop-TI), circuits courts et équitables, inscription dans une démarche d'économie sociale et solidaire : tout cela fonctionne finalement.

Mais la pérennité de l'activité est un combat de chaque année, presque de chaque jour. La pandémie du coronavirus n'a pas épargné Scop-TI. Entre confinement et annulation de tant d'événements, les ventes effectuées par les réseaux militants se sont effondrées… Mais le chiffre d'affaires aura progressé (sans doute de 7 % à 8 %) en 2020. *« Cela aurait pu être un coup fatal car la situation financière est fragile, comme chacun le sait, mais nous sommes passés entre les gouttes »*, indique Olivier Leberquier, un président du conseil d'administration soulagé et déjà investi sur une nouvelle étape du développement : le rachat des locaux par une SCI, composée d'une dizaine de mutuelles ainsi que de Scop-TI. Cela permettra de faire baisser le loyer dû et de mener des travaux de rénovation afin d'accueillir d'autres structures et de transformer le site en pôle de l'économie sociale et solidaire. Du côté des banques, distantes jusqu'ici, cela semble frémir. *« Comme si le regard avait changé puisque l'on a démontré que l'on arrive à faire tourner cette entreprise »*, constate Olivier Leberquier. Pourtant, il avait prévenu, il y a une décennie : *« À l'intérieur, là, il y a un outil de travail. Il n'est pas à eux, il est à nous. Il n'y a pas un boulon qui va partir d'ici. Pas un boulon. Ils veulent faire partir les productions. Nous, les productions, on sait qu'on est capables de les faire. »*

CHRISTOPHE DEROUBAIX

Politique salariale égalitaire, produits naturels, voire bio, circuits courts et équitables: tout cela fonctionne finalement.

UN FREIN AU DÉMARCHAGE TÉLÉPHONIQUE
Les appels téléphoniques de démarchage depuis l'étranger ne pourront plus s'afficher avec un numéro commençant par un indicateur géographique français (01-05) et par 09. L'Arcep, autorité de régulation des communications, compte ainsi *« lutter contre les nuisances dont sont victimes les utilisateurs finals »*.

1,8
C'est, en million d'euros, le montant de l'amende record infligée au groupe EDF, pour des retards de paiement vis-à-vis de ses fournisseurs, par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Scop-TI face à une nouvelle crise de croissance

Cinq ans après leur reprise de l'usine de thés et d'infusions de Gémenos, près de Marseille, les ex-Fralib rencontrent à nouveau un problème de trésorerie et relancent leur campagne de financement participative.

La coopérative Scop-TI (Société coopérative ouvrière provençale de thés et infusions) traverse une nouvelle crise, mais rien qui ne soit insurmontable pour les anciens salariés de Fralib. En cause, le manque de trésorerie en raison du coût logistique et l'inertie des banques.

Après 1336 jours de lutte contre le géant de l'agroalimentaire Unilever, les anciens salariés de l'unité de Gémenos, près de Marseille, ont réussi à sauver leur usine, racheter les machines et créer leur propre marque. Une victoire qui leur a permis de créer la coopérative Scop-TI il y a cinq ans. Mais, malgré le succès de la marque, l'équilibre financier n'est pas encore atteint. *« Tous les spécialistes disent que l'installation d'une marque sur le marché prend une décennie »*, a expliqué Gérard Cazorla, un des dirigeants de Scop-TI, à *l'Humanité Dimanche*. Et, pour remporter de nouveaux marchés, la coopérative a besoin de fonds. *« Nous souhaitons faire progresser l'entreprise, mais nous n'avons pas les conditions favorables pour y arriver »*, déplore Olivier Leberquier, directeur général délégué de la coopérative. Le temps de latence est long entre un appel d'offres lancé par un acheteur et son aboutissement en retour sur investissement. Entre douze et dix-huit mois. *« Nous engageons des frais importants liés au développement de la coopérative, c'est pourquoi nous manquons de trésorerie »*, poursuit-il.

Pour remporter de nouveaux marchés, la coopérative a besoin de fonds. Depuis 2017, près de 316 000 euros ont été collectés. Mais les banques restent par trop frileuses. Ian Hanning/REA

Les donateurs sont toujours aussi solidaires

Deux ans après une première crise, la coopérative relance sa campagne de sociofinancement sur le site Internet de Scop-TI. Et les donateurs sont toujours aussi solidaires qu'en 2017. 29000 euros ont été récoltés depuis le 1er juillet. Une somme importante, certes, mais ne permettant pas encore à la Scop de sortir de la crise. Les coopérateurs ne chiffrent pourtant pas leur objectif. *« Nous ne voulons pas figer notre campagne de financement dans le temps, ni indiquer un montant précis. Nous préviendrons les donateurs dès que nous aurons atteint notre point d'équilibre »*, précise Olivier Leberquier. Depuis 2017, près de 316 000 euros ont été collectés.

Les banques restent pour autant frileuses. *« Le Crédit mutuel ne s'est pas encore prononcé, mais il nous a autorisé un découvert temporaire de 50 000 euros jusqu'à la fin de l'été »*, explique le directeur général. Cependant, le Crédit coopératif maintient ses positions. *« À nouveau, la banque ne nous épaule pas. En 2017, notre dossier avait également été refusé. Pourtant, notre chiffre d'affaires est en hausse depuis cinq ans. »* Il a même été multiplié par dix depuis 2014 et devrait atteindre les 4 millions d'euros cette année. Les coopérateurs sont donc dans l'obligation de s'appuyer sur d'autres leviers. La vente en ligne de la gamme bio Scop-TI et des produits de la gamme 1336, en référence aux jours d'occupation de l'usine de Gémenos, leur permet de récupérer des fonds. Les machines non utilisées de l'usine, car trop nombreuses pour la production actuelle, sont également en passe d'être vendues à d'autres entreprises. Et pour initier cette nouvelle phase de développement tout en réduisant les frais, un projet de reprise du terrain sur lequel se situe l'entreprise, est en cours par des mutuelles. Cela permettrait de faire baisser le montant du loyer que paye actuellement la coopérative à la métropole d'Aix-Marseille. Les négociations sont déjà amorcées et devraient rapidement aboutir. Mais malgré la mise en place de ces différents modes d'action, la coopérative continue de rencontrer un problème de trésorerie. Les salariés coopérateurs se serrent eux aussi la ceinture. *« Ils ont abandonné leur 13e mois »*, indique le directeur général. Quelques milliers d'euros qui ont renfloué les caisses de la Scop. *« Je reste optimiste. Nous sommes toujours là depuis la création de Scop-TI, il y a cinq ans. Et nous allons continuer à nous battre. Nous n'allons rien lâcher »*, souffle le directeur général. D'ici à la fin de l'année 2019, la Scop aimerait pouvoir employer deux derniers coopérateurs, anciens salariés de l'époque Fralib Unilever. Mais aussi, à terme, créer de nouveaux emplois. •

Malgré le succès de la marque, l'équilibre financier n'est pas encore atteint.

MÉLANIE COSTA

Aujourd'hui, après quatre années de durs combats pour faire vivre la coopérative ouvrière (ici, mise à disposition des chaînes de fabrication pour d'autres marques en 2017), Scop-Ti assure une nouvelle phase de développement et aimerait passer en 100 % bio.

PATRICK GHERDOUSSI/DIVERGENCEIMAGES.COM

BONS THÉS EN STOCK CHEZ LES SCOP-TI

À l'heure où la gauche est âprement questionnée, certains se battent et font vivre les idées qu'elle incarne. Cet été, l'«HD» part à leur rencontre. Premier épisode à Géménos auprès des ex-Fralib et de leur coopérative.

REPORTAGE

Quatre bises pour les uns. Deux pour les autres. La chaîne de l'accueil humain n'est pas encore automatisée. Respect des traditions régionales. Donc quatre bises pour les visiteurs qui viennent du Havre. Deux pour les quasi-voisins de Port-de-Bouc. Ce matin-là, au 500, av. du Pic-de-Bertagne, à Gémenos, dans la banlieue de Marseille, il y a des visiteurs. Comme souvent. « Cette usine, c'est un bien commun. Elle appartient à tous ceux qui ont participé à la lutte, à tous ceux qui nous suivent et nous soutiennent », revendique Gérard Cazorla, syndicaliste et dirigeant de Société coopérative ouvrière provençale de thés et infusions (Scop-Ti).

De Seine-Maritime est venu un groupe de quatre personnes emmenées par Michel Barrier, ancien conseiller général communiste du canton dans lequel se trouvait l'usine Lipton qui a fermé ses portes en 1998, transférant une partie de sa production et de sa main-d'œuvre (une cinquantaine de familles) à l'autre bout de la France. De l'autre côté du département vient d'arriver une délégation de l'union locale CGT de Port-de-Bouc, dont certains connaissent fort bien l'usine puisqu'ils ont aidé à la protéger quand pesait la menace d'un déménagement sauvage des machines.

Le comité d'accueil est constitué du « binôme » que la multinationale Unilever doit amèrement regretter d'avoir constitué – Gérard Cazorla, le Provençal, donc, et Olivier Leberquier, le Normand, arrivé en 1998 –, de Gérard, ancien président CGC du CE et premier président de Scop-Ti, de Dominique, un autre Normand, coopérateur mais pas salarié, et d'Omar, ancien délégué du personnel CGT.

Après avoir claqué bises et épaules, Olivier Leberquier, président depuis un an de la structure coopérative, s'esquive et s'en excuse. Il a un rendez-vous téléphonique avec un responsable de la grande distribution. Un problème de coût de logistique qui a augmenté sans crier gare. Les problèmes de cette nature, il y en a autant que de visites : quasi quotidiennement. Un commanditaire qui facture à l'entreprise des tests alors qu'elle en a déjà réalisé. Une livraison retardée en raison d'un problème d'organisation d'un entrepôt et c'est la coopérative qui prend un jour de pénalité.

C'est donc Gérard qui fera le guide. Un petit détour par l'histoire : « Il y avait 182 salariés, 76 sont allés jusqu'au bout de la lutte, trois ans et demi plus tard ou plus précisément 1 336 jours plus tard. Au départ, on avait un projet de reprise, mais on n'était pas dans l'idée d'une coopérative. »

SALLES DE RÉUNION CHE-GUEVARA ET FIDEL-CASTRO

Neuf ans après l'annonce par Unilever de son intention de fermer l'usine provençale, l'activité demeure. On y produit encore du thé et des infusions. Pour le reste, tout a changé : c'est une coopérative ouvrière, pas une multinationale qui officie. Même le nom des salles de réunion n'a pas résisté : la salle Éléphant est devenue Che-Guevara et Tchaé a cédé la place à Fidel-Castro.

« En interne, on a voulu faire vivre les valeurs de gauche. Mais ça n'a échappé à personne que l'on n'a pas fait tomber le système capitaliste », glisse Leberquier, avant de devoir vraiment filer. « Solidarité et partage sont ici les maîtres mots », ajoute Cazorla.

Il n'est pas exagéré de dire que les Scop-Ti ont envisagé l'organisation de leur entreprise comme celle d'une petite « République sociale. » Ils le revendiquent même. Les statuts déposés en août 2014 en portent »»

PATRICK GELY/OUDOUSS/DIVERGENCE-IMAGES.COM — ROMAIN BEURRIER/REA

La gamme 1336, qui correspond au nombre de jours passés à occuper l'usine, s'est centrée sur des ingrédients naturels produits en France. Côté organisation, chaque salarié compte pour une voix, et les décisions sont prises lors d'assemblées générales trimestrielles.

))) l'empreinte. La souveraineté des 58 coopérateurs est pleine et entière. Chaque voix compte pour une. Les décisions sont prises lors d'une assemblée générale, qui se tient une fois par trimestre. Le conseil d'administration est composé de 11 personnes, élues par les salariés pour une durée de quatre ans.

La « souveraineté » des coopérateurs s'exerce dans des prises de décision qui interviennent au terme de processus d'élaboration. La « démocratie sociale » ne peut résider dans un vote tous les trois mois. Les premiers « travaux pratiques » ont porté sur la politique salariale. Pendant plusieurs mois, il y eut des ateliers, une première synthèse, un premier vote pour resserrer le choix, puis une deuxième étape de la réflexion. Au final, c'est le principe du salaire unique par catégorie professionnelle qui a été retenu, contrairement à la pratique d'Unilever du salaire par poste. Le salaire minimum a été établi à 1600 euros net, avec un treizième mois. Le salaire intermédiaire se situe à 1670 euros et celui du directeur à 2000 euros. « Le rapport est de 1 à 1,25, contre 1 à 300 chez Unilever », se félicitait, à l'époque, Gérard Cazorla. Même processus de décision lorsqu'il s'est agi de décider du nom de la marque. C'est le choix le plus symbolique qui a été retenu : 1336, comme le nombre de jours passés à occuper l'usine, à protéger l'outil de travail afin qu'il ne soit pas déménagé.

RETOUR AUX ARÔMES NATURELS

Même changement drastique par rapport à l'« ancien régime » unilévérien en ce qui concerne les produits. Durant la visite de l'usine, Gérard Cazorla détaille l'ambition : « Nous avons voulu revenir aux arômes naturels qu'Unilever avait délaissés il y a vingt-cinq ans pour des arômes chimiques. Nous avons opté pour des circuits courts en allant chercher notre tilleul dans les Baronnies. Les cueillettes militantes qui se déroulent de mi-juin à mi-juillet nous aident mais le coût de notre choix demeure élevé : 20 euros le kilo alors qu'Unilever le paie 4 ou 5 euros le kilo. Mais on va parler de l'empreinte carbone de ce dernier. Il est récolté en Europe de l'Est, apporté au port d'Hambourg, puis dans une autre usine en Allemagne pour être découpé et envoyé dans l'usine de Katowice, où il est transformé. Que l'on ne vienne pas nous dire que ce sont les individus qui polluent. Non, nous ne polluons pas. Ce sont les capitalistes qui polluent. » Politique salariale égalitaire, produits naturels (gamme 1336), voire bio (gamme Scop-Ti), circuits courts et équitables, inscription dans une démarche d'économie sociale et solidaire : les « marqueurs » de gauche sont évidents.

« On applique nos valeurs de gauche, assume Gérard Cazorla. Mais je suis quand même un peu embêté avec le mot car certains s'en réclament et n'en sont pas. » L'histoire de la lutte des Fralib-Scop-Ti et de la « gauche », tout du moins de ceux qui s'en réclamaient et se trouvaient aux leviers de commande politique, est complexe. D'un côté, c'est un exécutif socialiste (à la communauté urbaine de Marseille) qui préempte les terrains, préalable à la poursuite de l'activité. De l'autre, à la rentrée 2012, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif (Industrie), cède au chantage à l'emploi d'Unilever et accuse les Fralib de mener un combat d'arrière-garde et d'aller dans le mur. Les salariés ne cèdent pas. Ils obtiendront finalement gain de cause. « Mais on a perdu un an dans cette histoire », regrette Olivier Leberquier, revenu de son rendez-vous téléphonique. « Une fois qu'on le leur a imposé par la lutte, ils ont fait ce qu'il fallait faire », ajoute-t-il. François Hollande, qui avait visité l'usine occupée alors qu'il n'était que candidat aux primaires, revient le 4 juin 2015, accueilli par un autre président, celui de Scop-TI, à l'époque Gérard Cazorla.

Le salaire minimum a été établi à 1600 euros net, avec un treizième mois. Celui du directeur à 2000 euros. «Le rapport est de 1 à 1,25, contre 1 à 300 chez Unilever», pointe Gérard Cazorla.

AIDÉS PAR AUBAGNE

Quatre ans après, ce dernier résume : « La droite n'est pas sensible au rapport de forces. Xavier Bertrand, lorsqu'il était ministre du Travail, voulait nous liquider. La gauche peut l'être. Mais il faut lutter », résume-t-il, sans oublier de mentionner le rôle de la municipalité d'Aubagne (union de la gauche dirigée par un maire communiste) « qui nous a aidés concrètement pendant la lutte et qui nous a permis de tenir. Quand la droite a été élue, elle a arrêté toute aide ».

Neuf ans après le début du conflit Fralib, quatre après le lancement de Scop-Ti, les coopérateurs envisagent une nouvelle phase du développement via un projet de reprise du site avec des mutuelles. Les négociations avec la métropole Aix-Marseille, à laquelle ils paient un loyer, sont bien enclenchées et devraient rapidement déboucher. Cela permettrait de faire baisser le loyer payé par la coopérative, qu'elle verserait à une SCI, dégageant une marge de manœuvre financière bien utile. Le passage de toute la gamme au bio est également envisagé. Le plan de marche d'activité (d'autres diraient le « business plan ») est tenu, mais la coopérative a dû faire face à des difficultés inattendues, comme l'inertie des banques. Or, répondre puis honorer un appel d'offres nécessite de la trésorerie puisque le paiement ne s'effectue que plusieurs mois plus tard. Scop-Ti n'a pas épuisé son capital de départ (2,85 millions d'euros versés par Unilever plus les participations des coopérateurs). « Tous les spécialistes disent que l'installation d'une marque sur le marché, ça prend une décennie », explique Gérard Cazorla. Scop-Ti dispose encore de quelques années pour pérenniser son activité mais, de la décennie écoulée, le syndicaliste retient déjà une leçon en forme d'acquis : « Je constate que, depuis neuf ans, Unilever n'a plus fermé d'usines en France. C'est aussi un gain de notre lutte. » ★

CHRISTOPHE DEROUBAIX
christophe.deroubaix@humanite.fr

PIERRE PYTKOWICZ

Le combat des Fralib (ici en 2012) contre Unilever démarre en 2010. Après l'avoir soutenu, Arnaud Montebourg, alors au Redressement productif, le qualifiera «d'arrière-garde» !

RECEVEZ CHEZ VOUS VOS BONS DE SOUTIEN*

Nom/Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél.
Mail
Je souhaite recevoir bon(s) de soutien x 29€ = € (frais de port inclus)

Veuillez bien remplir ce bon, toutes les informations sont nécessaires.

*Ce bon de soutien à l'Humanité donne droit à l'entrée gratuite les 3 jours de la Fête.
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de l'Humanité) à l'Humanité - Service diffusion - 3, rue du Pont de l'Arche - 37550 Saint-Avertin

RETROUVEZ-NOUS SUR FETE.HUMANITE.FR

REPORTAGE DANS L'HORREUR DES FERMES-USINES PAGE 30

L'HUMANITÉ DIMANCHE

l'Humanité
DIMANCHE

N°21693 . 18 JUIN 2015

SUR LES DOCKS. FRANCE CULTURE. Lundi 22 juin. 17 heures.

1336 JOURS DE LUTTE : LA FOLLE SAGA DES FRALIB

Aujourd'hui, ils s'appellent Scop-Ti. Mais durant 4 ans, on les a nommés les « Fralib ». Du nom de leur entreprise, qui fabriquait les thés Éléphant, à Gémenos, près de Marseille. Les Fralib, du nom d'une lutte emblématique de 76 salariés qui n'ont rien lâché face au groupe Unilever, fort de 46 milliards d'euros, qui voulait délocaliser la production en Pologne. Les Fralib ont occupé l'usine jour et nuit, et multiplié les actions. 76 salariés, face à une multinationale : le combat semblait plié avant même d'avoir commencé. Mais c'était compter sans la détermination de ces salariés. Trois ans et demi après le début de cette fameuse lutte, les ex-Fralib se sont constitués en Scop, et ont recommencé la production de thés. « Sur les docks » revient sur cette extraordinaire saga sociale de ces hommes et femmes qui ont eu la force de résister.

CA. C.

ANNE-CHRISTINE POUJOULAT /A AFP

Les Fralib, ce sont 76 salariés qui n'ont rien lâché face au géant Unilever.

l'Humanité
DIMANCHE
N° 21727 . 6 AOÛT 2015

P. 12
SCOP.
LES PILPA SAVOURENT ENFIN LA LUTTE DES GLACES !

Pilpa : savourer la victoire de la lutte des glaces !

Ils fabriquaient des glaces pour Danone avant d'être « vendus » au requin R & R. Parvenus à faire annuler trois PSE, ils sont repartis en SCOP et fabriquent désormais du haut de gamme...

Leurs crèmes glacées s'arrachent, et les « ex-Pilpa » présentent des résultats fulgurants. Mais si la Fabrique du Sud, relancée en avril 2014, est devenue le fleuron des entreprises reprises en coopérative, les ouvriers sociétaires sont confrontés à un double défi : tenir le coup malgré la fatigue, et maintenir l'esprit de coopérative.

Ce 22 juillet, l'orage gronde au-dessus de la zone industrielle de Carcassonne. Dans l'usine la Fabrique du Sud, ex-Pilpa, les visages sont concentrés. Le vacarme des machines emplit les immenses hangars. Des bureaux jusqu'à la chaîne de production en passant par la chambre froide, en charlotte, en cagoule ou en civil, le personnel s'active autour des pots de crème glacée. L'ambiance est laborieuse : dans cette usine, on travaille pour soi. Et que c'est le fruit précieux d'un long combat.

Tout a commencé en septembre 2011, lorsque R & R, une entreprise aux mains d'un fonds de pension américain, rachète le site de production de crèmes glacées de Carcassonne (Aude) à la coopérative 3A. Au mois de juillet suivant, elle annonce la fermeture du site et le licenciement de ses 124 salariés. « R & R nous avait rachetés pour éliminer leur concurrent. On fermait même si notre usine était largement profitable », se souvient Rachid Aït Ouakli, ancien secrétaire de la CGT à la retraite.

Une fois le choc passé, les Pilpa se remettent en ordre de bataille. Ils parviennent à faire annuler trois plans de licenciement devant la justice. Lorsqu'ils comprennent qu'ils n'empêcheront pas le retrait de R & R, l'idée du collectif fait son chemin dans les méninges : « Nous ne nous battions pas pour la valise de billets, mais pour maintenir la production et les emplois ici. On a décidé de monter une SCOP, une société coopérative et participative », poursuit celui qui ferrailla avec la direction et les collectivités.

LES 19 REPRENEURS DONNENT UN NOUVEAU SENS À LEUR LABEUR : PRODUIRE MIEUX ET AUTREMENT.

ET MAINTENANT, QU'EST-CE QU'ON FAIT ? DE LA QUALITÉ...

Président et directeur de la SCOP, Christophe et Maxime poursuivent son récit : « Il nous fallait un lieu. Nous avons fait pression sur la communauté d'agglomération de Carcassonne pour qu'elle achète les locaux à R & R. Nous avions aussi besoin d'un outil de production : la boîte nous a laissé des machines et une enveloppe de 815 000 euros pour investir ; et d'une mise de départ pour acheter les matières premières, payer les premiers salaires et les factures », détaille »»

REPÈRES

LES SCOP EN CHIFFRES

- Les salariés détiennent au moins 51 % du capital social et 65 % des droits de vote.
- Le bénéfice est réparti au minimum : à 25 % sous forme de complément de salaire, intéressement ou participation, à 15 % pour les réserves de l'entreprise, et aux salariés associés sous forme de dividende, sans seuil minimum, mais pour une part inférieure à celle des salariés.
- 2 680 SCOP et SCIC en France, soit 51 000 salariés
- 11 % d'entre elles sont des reprises d'entreprise.
- En 2014, 280 SCOP ont été créées, et 150 ont disparu.

SCOP : des vaisseaux fragiles dans une mer agitée

Fonder une coopérative, prendre les rênes de la production dans une économie de marché, qui plus est en crise, n'est pas chose aisée. Sur les quelques sociétés coopératives et participatives bâties sur les cendres d'entreprises industrielles, peu en ont réchappé. Que sont devenues les plus médiatiques d'entre elles ?

STEPHANE AUDRAS / REA

Les Atelières corsetées par le cash (photo ci-dessus)
Un an après la fermeture de l'usine Lejaby d'Yssingeaux, Murielle Pernin, chef d'entreprise, fonde, avec 27 couturières, Les Atelières, une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) dont l'actionnariat est ouvert aux salariés et à des investisseurs extérieurs, et dont les bénéfices sont majoritairement affectés aux réserves de l'entreprise. En janvier 2013, Les Atelières relancent la production de lingerie. « Nous avons choisi de nous orienter vers des petites séries. Mais aucune littérature industrielle n'existait sur une telle production. Une école d'ingénieurs nous a aidées à trouver un nouveau process de travail. Le temps de la recherche, nous avions mangé tout notre cash », explique Murielle Pernin. Les principaux clients des Atelières étaient positionnés sur le marché russe, qui a connu une crise terrible en 2014. « Nous nous sommes lancées dans une collection de création, pour janvier 2015… Or, après les attentats de janvier dernier, les gens n'avaient pas vraiment la tête à acheter des culottes », se souvient l'entrepreneuse, qui a mis la clé sous la porte en février 2015.

SeaFrance au bord du naufrage ?
En janvier 2012, SeaFrance, une société exploitant les bateaux reliant Calais à Douvres, est liquidée. « Nous avons fait pression sur les candidats à la présidentielle pour pouvoir reprendre l'entreprise en coopérative. Tout le monde a payé deux parts à 50 euros. C'était très responsabilisant, c'était devenu "nos" bateaux », raconte Morgan, 32 ans, matelot. « À 600, on ne peut pas se réunir pour décider de tout, mais passer de Pierre Fa (ex-président du directoire, qui avait été le bras droit de Le Floch-Prigent notamment dans la compagnie pétrolière Elf et à la SNCF – NDLR) à l'élection de notre président, c'est une sacrée avancée », poursuit Morgan. D'autant qu'ils font usage de leur pouvoir : le directoire élu est révoqué en avril 2015, après s'être octroyé une augmentation sans l'avoir soumise aux associés… Mais ce n'est pas pour cette raison que la SCOP tangue. En janvier 2015, Eurotunnel est condamné par le Royaume-Uni pour concurrence déloyale. La société décide donc de se débarrasser de ses bateaux. À l'équilibre, la SCOP SeaFrance fait une offre pour les lui racheter. Mais Eurotunnel préfère les céder à leur pire concurrent. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer vient de prononcer la liquidation de la SCOP. Des négociations sont en cours entre les acteurs du dossier pour sauver le maximum d'emplois. Le gouvernement envisage la création d'une nouvelle SCOP qui n'exploiterait plus qu'un navire.

Fralib infuse lentement (photo ci-dessous)
Parmi les entreprises sinistrées reprises en SCOP, ils sont les premiers à avoir fermé, en 2010, et les derniers à relancer leur production, cet été. Et pour cause : les Fralib ont poussé le plus loin possible la négociation avec leur ancien dirigeant, le géant américain Unilever, et ont fini par arracher à la firme 2,850 millions d'euros, plus 7 millions en machines. La communauté urbaine de Marseille a préempté les locaux, qu'elle leur loue le temps qu'ils puissent leur racheter. « Il est inenvisageable pour nous que le capital soit rémunéré. 50 % des bénéfices seront alloués aux salariés sous forme d'intéressement, 35 % iront à l'investissement, et 15 % seront versés aux fonds propres », assure Olivier Leberquier, membre du comité de pilotage de la SCOP. Les salaires s'échelonnent de 1 600 à 2 000 euros net. « Comme ce que nous revendiquons avec la CGT : un SMIC à 1 850 euros brut. » Pour ce qui est du marché, ils comptent sur la qualité de leurs plantes aromatiques et sur la responsabilité des « consomm'acteurs ».

ROMAIN BEURRIER / REA

Compagnie alpine d'aluminium : la petite nouvelle
Les salariés de la Compagnie alpine d'aluminium viennent de voir validée leur demande de reprise par le tribunal de commerce d'Annecy. L'entreprise bicentenaire, qui produit des casseroles pour Tefal, devrait repartir avec 65 salariés et 10 millions d'euros de capital.

ELSA SABADO

HORS-SERIE
l'Humanité
Le programme complet
12 • 13 • 14 sept. 2014
www.humanite.fr

Fête de l'Humanité

CEUX QUI VIVENT SONT CEUX QUI LUTTENT!

La Fête de l'Humanité est le cœur battant de celles et ceux qui se battent becs et ongles pour défendre leur droit à l'emploi, voire leur outil de travail. Durant trois jours, chacune et chacun peut y recharger ses batteries par autant d'échanges nourris par l'esprit de fraternité et de solidarité si particulier à l'événement. Cette année, un certain nombre d'entre eux seront présents en particulier au forum social, les trois jours, ou à l'agora de l'Humanité. Les Fralib ou les ex-Pilpa ont constitué des coopératives ouvrières de production et vendront aussi leurs produits. Rencontrez également les salariés en lutte de la raffinerie Petroplus, du géant pharmaceutique Sanofi, d'Euriware, de la SNCM, de Ponticelli... Parce que votre Fête est celle de l'humanité, elle refuse la division entre générations et entre victimes de la crise et des patrons voyous. Les chômeurs, les précaires - intérimaires ou intermittents de la culture, les lycéens et travailleurs sans papiers y témoigneront aussi de leurs combats et de leurs revendications.

Caroline Doutre

L'urgence de se rassembler contre la régression sociale

À peine le pacte de responsabilité voté, Valls nous promet une rentrée difficile sur le plan économique. Le forum social fera résonner les exigences et les revendications du monde du travail.

« Je ne citerai qu'un seul chiffre officiel, *de source gouvernementale : les entreprises de ce pays ont payé plus de 309 milliards d'euros de frais financiers, bancaires et actionnariaux, contre seulement 143 milliards d'euros de cotisations sociales. (...) Lançons une campagne nationale de vérité »*, disait Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, sur la grande scène de la Fête de l'Humanité. Une campagne lancée également par la CGT. C'était il y a un an, en pleine bataille contre une nouvelle réforme des retraites qui allait, une fois de plus, allonger la durée de cotisation. Quelques semaines plus tard, ces régressions sociales étaient entérinées. Mais le débat autour du « coût du travail » n'en était qu'à ses débuts. Pour fêter 2014, François Hollande, décidément très à l'écoute des patrons, promettait une cagnotte venant s'ajouter aux 20 milliards d'euros d'allégements d'impôt offert en 2013 par le crédit d'impôt compétitivité emploi (Cice). Le cadeau de 50 milliards d'euros au total avait pour but officiel d'améliorer les marges des entreprises dans l'espoir qu'elles embauchent. Une pure fumisterie, puisque aucun engagement n'a été pris. Et une pure provocation, pour les syndicats.

L'exaspération sociale est à son comble, tout comme les chiffres du chômage et le *« ras-le-bol général »* descend dans la rue. En avril, les fonctionnaires, qui doivent se sacrifier pour financer la ristourne fiscale des entreprises, se mettent en grève. Puis c'est au tour des cheminots de se battre pendant plus de deux semaines contre une réforme visant à éclater la SNCF pour mieux préparer la mise en concurrence du service public du transport ferroviaire. Un printemps social durant lequel les intermittents ne lâchent rien contre cette convention Unedic, négociée par le Medef, la CFDT et FO. Même si le gouvernement ratifie le texte, la mobilisation reste intacte et les intermittents ont arraché une nouvelle négociation sur leur statut. La fermeté du gouvernement vis-à-vis des revendications des salariés et son enfermement dans sa politique de l'offre, cette impasse économique qui ne fait qu'accroître les inégalités, ont poussé la CGT, FO, la FSU et Solidaires à claquer la porte de la conférence sociale.

Le débat lancé en 2013 autour du coût du capital sera de nouveau au cœur de la Fête et au centre des échanges, au forum social comme dans les autres espaces. Avec un premier ministre qui nous promet du sang et des larmes dès la rentrée sur le plan économique, sans compter les nouveaux coups, à l'instar de cette réforme territoriale qui n'a d'objet que la recherche des 50 milliards manquants au pacte de responsabilité, la construction d'un nouveau projet social est déterminante pour éviter que les salariés ne choisissent le repli sur soi. Dans cette bataille, les victoires, comme celle des Fralib qui, après trois ans de combat contre le groupe Unilever, ont sauvé leur usine et leurs emplois, et dont les acteurs se retrouveront à la Fête dans un village des luttes, sont autant de pistes qui ouvriront la voie vers une économie sans la finance et au service des peuples.

Clotilde Mathieu

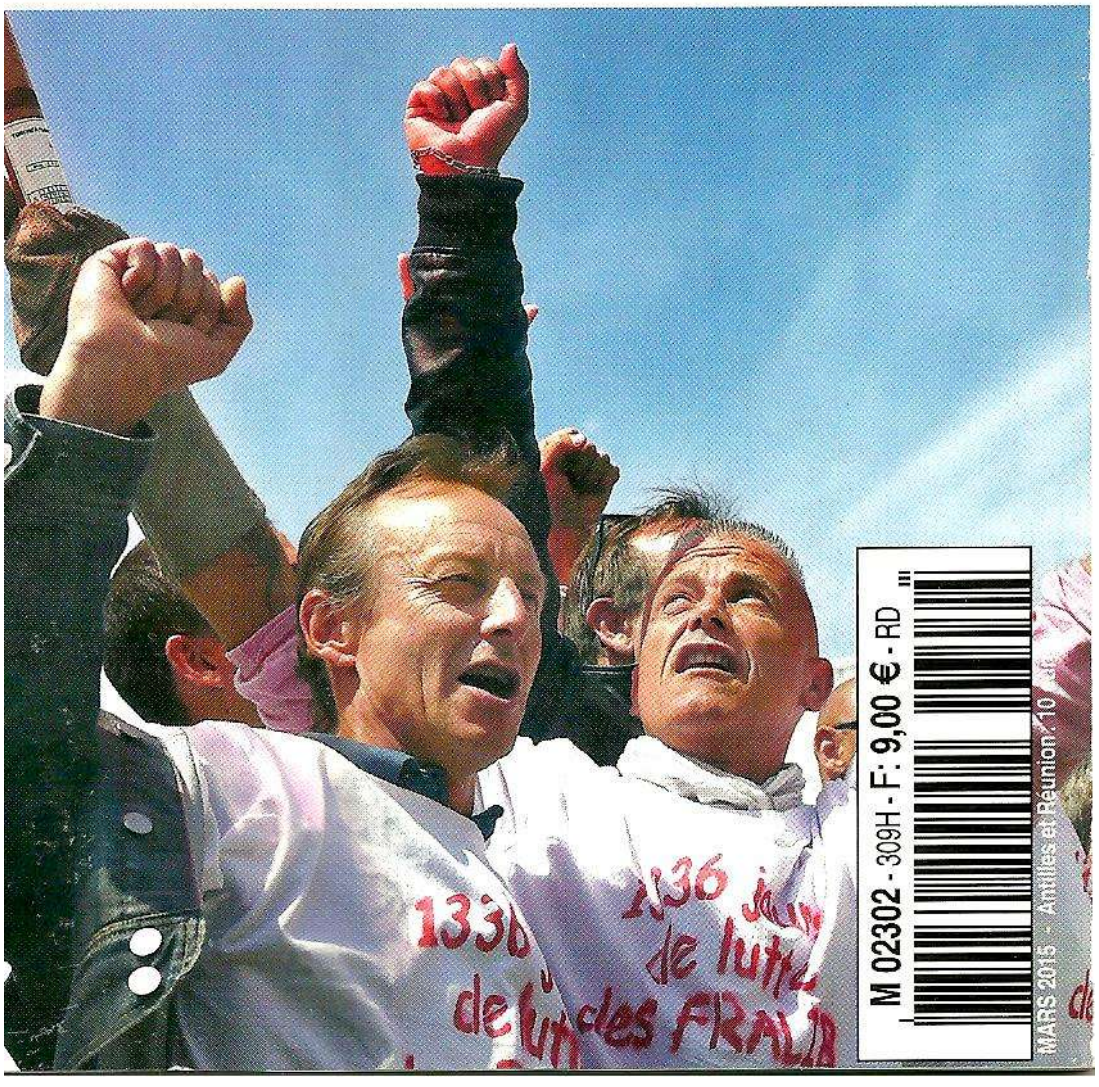
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

HORS-SÉRIE

1895-2015

120 ANS DE COMBATS DE LA CGT



M 02302 - 309H - F: 9,00 € - RD

MARS 2015 - Antilles et Réunion: 10

l'Humanité, les luttes au fil des pages

paru le 27 mai 2014

Fralib, quarante-quatre mois de lutte avec « force et bon thé »

Le 28 septembre 2010, oui vous lisez bien 2010, 182 familles provençales sont confrontées à l'inhumanité du capitalisme financier. À Gémenos, près de Marseille, au pied du Garlaban cher à Marcel Pagnol, c'est une triste histoire belge que racontent à la presse qui s'intéresse encore à l'actualité sociale en cette période de sarkozysme triomphant trois syndicalistes qui feront preuve bientôt d'une ténacité qui n'aura d'égale que leur intelligence tactique.

Gérard Cazorla, le secrétaire CGT du comité d'entreprise, annonce lors d'une assemblée générale des salariés de la Française d'alimentation et de boissons (Fralib), fleuron français pourtant rentable du groupe multinational Unilever, la fermeture de l'usine et la délocalisation à Bruxelles (en vérité vers la Pologne) d'une production qui se montait annuellement à plus d'un milliard de sachets d'infusion. Gégé, un Marseillais rondouillard, c'est la compétence faite syndicaliste et le courage incarné. À ses côtés ce jour-là, qui appelle aussitôt à la lutte, Olivier Leberquier, grand amateur de foot, la tête et les jambes du syndicat CGT. Leur devise : « *On ne lâchera pas !* » Ils adoptent comme emblème la figure du Che, qui disait que la patience est la première qualité d'un révolutionnaire. Olivier et ses 70 camarades qui ont tenu le coup jusqu'à aujourd'hui en seront la preuve vivante. Parmi ces derniers, le discret Gérard Affagard qui devait prendre sa retraite en 2010 mais qui fut le seul délégué CFE-CGC de France à avoir formé une intersyndicale avec la CGT.

Guérilla judiciaire

Ni prime à la valise (jusqu'à 90 000 euros par personne !) ni cercueil pour leurs emplois. Ni grève non plus ! Dès les premiers jours, les Fralibiens ont opté pour une forme originale de lutte, mixant la guérilla judiciaire avec les conseils du remarquable Me Amine Ghénim à la popularisation de leur projet de Scop. Ce qui leur attira le soutien actif d'un comité national coprésidé par le député (PCF-FDG) André Chassaigne et la sympathie de nombreux candidats à la présidentielle, parmi lesquels François Hollande. Mais après que le PDG d'Unilever, Paul Polman, a tancé, en juin 2012, le président Hollande François, les Fralibiens n'eurent à compter que sur leurs propres forces tout en reconnaissant, comme disait Gérard Cazorla, « *que si Sarko avait été réélu, on serait mort !* ».

Quoique, et ce par trois fois en trois ans (!), à commencer par le 4 février 2011, ils réussirent à faire annuler le plan dit de sauvegarde de l'emploi, attirant du même coup la curiosité médiatique. Mais c'est dans la rue qu'ils se sont attaché un fort soutien populaire. Avec comme mascotte un éléphant de carton-pâte, symbolisant la défense de la marque de thé créée en Provence, les Fralibiens auront vraiment tout fait pendant quarante-quatre mois (manifestations, pétitions, délégations, occupations, négociations) pour abattre le mur de la résignation et convaincre de la faisabilité de leur projet de coopérative. Au premier rang, on trouvait souvent Élodie et Johnny Groutsche, elle capable de vous parler de la condition de la femme au Bhoutan, lui vous faisant visiter, ému, les ateliers nickel et leurs machines prêtes à redémarrer. Ce qui fut le cas en août 2013. Après deux ans d'arrêt, c'est-à-dire deux ans de brouilles dans les familles et de camaraderie renforcée par les épreuves, l'usine sortait 5 000 boîtes d'un tilleul au puissant arôme de solidarité. Il avait eu le don, le 15 septembre 2013 à la Fête de l'Humanité, de réveiller les soutiens de la Scop TI dont la devise, reprenant celle de la marque Éléphant, sera « *force et bon thé* ». ■

Philippe Jérôme

LE CONTEXTE

Le 28 septembre 2010, Unilever annonce la fermeture, pour cause de rentabilité insuffisante, de plusieurs sites de production, dont l'usine Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône). Sa production de thés et infusions est délocalisée en Pologne. 1 336 jours durant, les Fralib combattent pied à pied cette décision, occupent l'usine, obtiennent l'annulation de trois « plans sociaux », montent un projet de reprise en coopérative. Le 27 mai 2014, forts d'un vaste mouvement de sympathie dans l'opinion, ils arrachent à la multinationale un accord prévoyant le versement de 20 millions d'euros pour le lancement de la coopérative.

Les Fralib étaient présents à la manifestation parisienne du 5 mai 2013 à l'appel du Front de gauche.
Ci-dessous, le 27 mai 2014, après 1336 jours d'une lutte tenace, les Fralib fêtent leur victoire : ils peuvent ouvrir leur coopérative.

BAISSE DU DÉFICIT DE L'UNEDIC
L'organisme gestionnaire de l'assurance chômage, qu'Emmanuel Macron prévoit de réformer dès 2018, devrait voir son déficit reculer cette année à 3,6 milliards d'euros, contre 4,2 milliards en 2016, selon ses prévisions financières publiées mercredi.

1500
C'est le nombre de suppressions de postes annoncées par le fabricant de pneumatiques Michelin en France d'ici à 2021.

AGROALIMENTAIRE

Avec Fraliberthé, Scop-TI lance son réseau militant

La coopérative ouvrière compte sur la constitution du réseau militant de promotion de son modèle social et de ses produits, porté par la nouvelle association, pour remédier aux problèmes de commercialisation de ses thés et infusions.

Omar Dahmani n'est ni une vedette vue à la télé ni le dernier vainqueur d'un télécrochet à la mode. Mais les visites que cet ancien Fralib a effectuées cette semaine en Île-de-France ont à chaque fois suscité un incroyable engouement. À Saint-Ouen-l'Aumône mardi *soir, lors d'une projection du documentaire* 1336 Jours, sur leur lutte emblématique, comme le soir suivant au lycée autogéré d'Aubervilliers et toute la semaine au congrès de la fédération CGT du bâtiment à Montreuil, le président de Fraliberthé, association de soutien à la coopérative ouvrière provençale Scop-TI née de la lutte contre Unilever et la marque Éléphant, a reçu chaque fois les mêmes témoignages. « *Ce que tu nous as dit, de votre lutte, ça donne la chair de poule. On aimerait nous aussi vivre une victoire comme la vôtre* », s'est-il par exemple entendu dire à la sortie de sa prise de parole, au siège de la confédération.

L'an dernier, la Scop a vendu 25 tonnes de thé et infusions. Elle prévoit d'atteindre 35-40 tonnes cette année. Ian Hanning/REA

Jusqu'à présent, les offres d'aide ne trouvaient pas de débouchés concrets

Cette flamme que le récit de leur combat fait immanquablement naître dans les yeux de leurs interlocuteurs, les anciens Fralib y sont attachés. Ils l'ont animée à travers leur première association de soutien, Force et bon thé, qui recueillait les soutiens en dons et en nature au plus fort des 1336 jours d'occupation de l'usine de Gémenos. Ils espèrent aujourd'hui lui offrir un nouveau souffle avec la constitution de Fraliberthé. « *Quand on voit les gens, c'est magnifique : ils veulent tous nous aider pour faire en sorte qu'on réussisse. Parce qu'on montre tous les jours avec la coopérative qu'on n'a pas besoin des patrons, que les salariés ne sont pas des matricules, qu'ils peuvent venir travailler avec la banane parce qu'ils décident ensemble de la vie de leur entreprise* », s'enflamme Omar Dahmani, ex-opérateur logistique et ex-syndicaliste a du temps d'Unilever, actuellement au chômage et premier ambassadeur bénévole de l'association. Mais, jusqu'à présent, les offres d'aide ne trouvaient pas de débouchés concrets. D'où la constitution récente de Fraliberthé. L'association, sociétaire de Scop-TI, fédère les forces qui se proposent. « *Contre une cotisation de 13,36 euros, chaque adhérent devient un ambassadeur acteur. Il peut proposer des initiatives locales pour promouvoir la coopérative, c'est-à-dire aussi bien propager son modèle coopératif et social qu'assurer le rayonnement des produits 1336 ou Scop-TI. Et l'association possède des statuts spéciaux qui lui permettent de vendre des coffrets et de recevoir des dons* », reprend Omar Dahmani.

> **« Ce circuit alternatif a du sens et il peut rendre la coopérative moins dépendante de la grande distribution. »**
> **OMAR DAHMANI**
> BÉNÉVOLE, ANCIEN FRALIB

Cette transformation n'est pas le fruit du hasard. La coopérative est à un tournant de son existence, comme l'explique Olivier Leberquier, directeur général délégué. « *L'an dernier, nous avons vendu 25 tonnes de thé et infusions. Pour 2017, on devrait atteindre 35-40 tonnes. Soit 20 de moins que prévu. Nous n'avons pas de problème de production, mais de commercialisation. Les accords de distribution passés avec la plupart des marques de la grande distribution ne permettent pas aux gens de trouver nos produits. Avec Fraliberthé, on espère mettre en place un réseau militant entre particuliers, personnels syndicaux, politiques et associatifs qui nous aident à diffuser nos produits.* » L'association possède un autre outil essentiel : une boutique de vente en ligne. Tout au lancement et à la pérennisation de son activité, Scop-TI n'a pour l'heure pas eu les moyens ni les bras pour s'atteler à ce vecteur de vente. Elle s'est jusqu'à présent reposée sur un accord avec la plateforme Maxicoffee. Désormais, Fraliberthe.fr propose sept coffrets, dont un pack « la Sociale », en partenariat avec Rouge Productions, qui a produit le documentaire de Gilles Perret. « *Douze jours après son lancement, plus d'une cinquantaine d'adhésions ont été réalisées sur le site, et la boutique en ligne a généré 4 300 euros d'achats. On voit qu'il y a une attente* », se réjouit Yohann Mermoz, en charge du dossier. Les Scop-TI fondent beaucoup d'espoir sur ce nouveau circuit militant. « *Ce circuit alternatif a du sens et il peut rendre la coopérative moins dépendante de la grande distribution,* affirme Omar Dahmani. *La coopérative a besoin de l'aide de tous ceux qui l'ont déjà soutenue. Parce que ça aurait servi à quoi, la lutte des Fralib, si Scop-TI échoue ?* »

STÉPHANE GUÉRARD

L'HUMANITÉ DIMANCHE

l'Humanité
DIMANCHE

À GÉMENOS, « 1336 », C'EST PARTI!

Couleurs pastel et joyeux clin d'œil à leur lutte ! Le 26 mai, les Fralib ont attendu 13 h 36 pour révéler le nom de la marque sous laquelle ils vont commercialiser leur production : ce sera… « 1336 », le nombre de jours qu'a duré leur combat. Unilever voulait les liquider. Ils ont tenu bon, obligeant la multinationale, il y a tout juste un an, à signer un accord et à leur verser 20 millions d'euros. Sur 182 ex-salariés, 57 ont décidé de reprendre en SCOP l'usine de Gémenos (Bouches-du-Rhône). La Société coopérative ouvrière provençale de thés et infusions va produire cette année 250 tonnes d'infusettes et prévoit de monter à 450 tonnes en 2016. La marque 1336 sera destinée à la grande distribution, une autre, Scop Ti, aux magasins bio. D'ici fin juin, 29 contrats de travail seront signés. L'objectif est d'atteindre 50 à 60 en 2017. Pour se lancer dans l'aventure, les coopérateurs ont fait confiance à leurs ex-délégués CGT. Ils ont élu Gérard Cazorla président, Olivier Leberquier directeur général, et Marc Decugis directeur. On ne change pas une équipe qui gagne !